

La démocratie des conseils

A l'heure où le mouvement social remet en avant la démocratie directe, le mandat impératif, les assemblées, la méfiance envers les représentants, revoici une forme d'organisation qui fut fondamentale dans les révolutions russes et allemande, dans les tentatives révolutionnaires en Italie des années 1920, mais est restée méconnue en France : celle du communisme de conseils. Elle s'inscrit dans la tradition de la lutte de classe, du mouvement de protestation contre l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les conseils, ce furent notamment les assemblées de travailleurs à Petrograd (avant leur récupération par les bolcheviks) ou à Turin en 1920, en Angleterre en 1916-1917, en Hongrie en 1956, celles des marins révoltés en Allemagne en 1918 ou à Cronstadt en 1921.

Certains diront que les conseils peuvent apparaître comme dépassés parce qu'ils correspondent à l'organisation de la production du deuxième âge du capitalisme, aux grandes concentrations ouvrières qui semblent avoir disparu de notre horizon, après les fermetures d'usines des industries européennes. Mais qu'on observe les milliers d'ouvriers des usines d'électroniques ou de textile, en Chine ou au Bangladesh : on ne peut pas dire que les masses de salariés exploités ne soient plus là ; les usines se sont modifiées et déplacées.

→ « *Les communistes de conseils ont [pensé] que le vrai problème n'est pas de changer la propriété des moyens de production, de les transférer des mains des capitalistes aux mains de l'État, mais de changer la société de façon qu'il n'y ait plus de vente de la force de travail, ni à des capitalistes privés, ni à l'État* » (p. 34).

→ « *Le rôle des sociaux-démocrates [des partis de gauche] se distingue très clairement de leur façon d'agir, de leur propagande. La social-démocratie n'est que l'aile gauche et progressiste des entrepreneurs* » (p. 36).

→ « *On combat le capitalisme, non parce qu'on rêve d'une autre société idéale, meilleure, mais parce qu'on est exploité, parce qu'on est dans la nécessité de vendre sa force de travail* » (p. 38).

Curieusement, c'est aux Pays-Bas qu'ont été théorisés ces conseils. Cajo Brendel, dont nous présentons ici un article et des entretiens qui tentent de cerner les conseils à partir de l'expérience ouvrière, appartient à la deuxième génération de ces théoriciens, après l'astronome Anton Pannekoek et l'ouvrier métallurgiste devenu enseignant Henk Canne Meijer.

3,50 euros

Cajo Brendel

La démocratie des conseils

« Démocratie des conseils versus dictature
du parti (communisme contre bolchevisme) »

« Garde-toi de tout mythe ! »

« La formation du courant
communiste de conseils »

« La démocratie des conseils plutôt
que la dictature des partis »

textes suivis de

« Souvenirs personnels »,

d'Henri Simon

et de

« Qui est Cajo Brendel ? »,

de Dik et Geert van der Meulen

Échanges et Mouvement

2^e édition revue, juillet 2019

ÉCHANGES

Bulletin du réseau
« Échanges et
mouvement »

◆ Pour abonnement,
informations

et correspondance :
BP 241, 75866 Paris

◆ [http://www.echanges
etmouvement.fr/](http://www.echanges
etmouvement.fr/)

www.mondialisme.org

◆ [echanges.mouvement
@laposte.net](mailto:echanges.mouvement
@laposte.net)

◆ Abonnement :
15 euros pour quatre
numéros et les
brochures publiées
dans l'année.

Autres textes de Cajo Brendel (en traduction française) :

◆ « Le Groupe des communistes internationalistes en
Hollande, 1934-1939 » in Anton Pannekoek, *Pourquoi
les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite*,
Échanges et mouvement, 1998.

◆ *Thèses sur la révolution chinoise* (1967), in *Cahiers
du communisme de conseil*, 1969 ; Échanges
et Mouvement, 1978.

◆ *L'Insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est, juin
1953. Lutte de classe contre le bolchevisme*, Échanges
et Mouvement, 1980, rééd. augmentée, 2017.

◆ Avec Henri Simon : *De l'anti-franquisme à l'après-
franquisme : illusions politiques et lutte de classe*,
Échanges et mouvement, 1979, reprise par les éditions
Spartacus, cahiers mensuels.

Les publications
d'Échanges et mouvement
sont déposées dans les
librairies suivantes :

À ANGERS

L'Étincelle, 26, rue Maillé –
etincelle1999@hotmail.com
<http://letincelle.over-blog.org/>

Les Nuits bleues, 21, rue
Maillé –
<http://chezle21.blogspot.com>

À BAGNOLET

Le Rémouleur, 106, rue
Victor-Hugo
leremouleur@riseup.net

À BREST

La lecture pour tous, 21, rue
Navarin
☎ 02 98 44 41 01 –
lalecturepourtous@riseup.net

À LYON

La Gryffe, 5, rue Sébastien-
Gryphe, 7^e
☎ 04 78 61 02 25 –
lagryffe@lagryffe.net –
<http://lagryffe.net>

Terre des livres, 86, rue de
Marseille, 7^e ;
☎ 09 50 58 84 22 ;
terredeslivres@free.fr –
<http://www.terredeslivres.fr>

À MARSEILLE

L'Odeur du temps, 35, rue
Pavillon, 1^{er}
☎ 04 91 54 81 56

Transit Librairie, 45,
boulevard de la Libération, 1^{er}
☎ 04 13 04 02 60

À MONTREUIL

**La Parole errante/café-
librairie Michèle Firk**, 9, rue
François-Debergue
michelefirk@riseup.net

À PARIS

La Brèche, 27, rue Taine, 12^e
☎ 01 49 28 52 44.

Galerie de la Sorbonne, 52,
rue des Écoles, 5^e
☎ 01 43 25 52 10

Parallèles, 47, rue Saint-
Honoré, 1^{er}
☎ 01 42 33 62 70.

Le Point du jour, 58, rue
Gay-Lussac, 5^e
☎ 01 43 26 20 17.

Publico, 145, rue Amelot, 11^e
☎ 01 48 05 34 08

Quilombo, 23, rue Voltaire, 11^e
☎ 01 43 71 21 07

À TOULOUSE

Infokiosk 36 bis, rue Danielle-
Casanova
kioskoulouse@riseup.net
<http://infokiosques.net/kioskar>
naudben

BROCHURES DISPONIBLES

◆ **Progrès et barbarie. Terres rares, lithium, cobalt : l'innovation caoitaliste tue** (2018, 6 euros)

◆ **La Question agraire dans la révolution russe. De la communauté matérielle au productivisme, et retour**, Loren Goldner (2018, 3 euros)

◆ **L'Insurrection ouvrrière en Allemagne de l'Est, Juin 1953. Lutte de classe contre le bolchevisme, Cajo Brendel (2017, 2 euros)**

◆ **La Chine débarque dans l'UE** (2013, 3 euros)

◆ **Nuits d'usine. Carnets d'un intérimaire** (2012, 3 euros)

◆ **Marchandises, transport, capital et lutte de classes** (2012, 3 euros)

◆ **L'Etrange Histoire de « Ouvriers contre le travail »/The Strange History of « Workers against Work »**, Michael Seidman (2011, 2 euros)

◆ **Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale**, recueil d'articles d'*Échanges* 1979-2010 (Ni patrie ni frontières, 2010, 6 euros)

◆ **La Question syndicale en Chine**, documents officiels, officieux et militants, (2010, 2,50 euros)

◆ **La Crise en Californie, suivi de L'industrie automobile en Californie est morte**, Gifford Hartman (2010, 2 euros)

◆ **Présentation du réseau Échanges et mouvement** (2008, 1,50 euro)

◆ **Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921**, Henk Canne Meijer (2007, 2,50 euros)

◆ **Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006**, Bruno Astarian (2007, 3 euros)

◆ **ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste**, Henri Simon (2006, 3 euros)

◆ **La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial** (2006, 4 euros)

◆ **Aux origines de l'« antitruavail »**, Bruno Astarian (2005, 3 euros)

◆ **La Classe ouvrière sous le III^e Reich**, Tim Mason (2004, 3 euros)

◆ **Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003** (2004, 3,50 euros)

◆ **Derrière l'Intifada du XXI^e siècle**, Aufheben (2003, 2,50 euros)

◆ **Les Grèves en France en mai-juin 1968**, Bruno Astarian (2003, 3,50 euros)

◆ **Humanisme et socialisme/Humanism and socialism**, Paul Mattick (2003, 2 euros)

◆ **L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie** (2002, 2,50 euros)

◆ **Une expérience d'organisation ouvrière, le conseil du personnel des AG-Vie**, Roger Bertier (Henri Simon) (2002, 2 euros)

◆ **Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek**, présentation et commentaires d'Henri Simon (2001, 2 euros)

◆ **Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938**, Michael Seidman (2001, 1,50 euro)

◆ **Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis**, Curtis Price (2001, 1,80 euro)

◆ **La Sphère de circulation du capital**, Gérard Bad (2000, 1,50 euro)

◆ **Les droits de l'homme bombardent la Serbie**, Gérard Bad (1999, 1,50 euro)

◆ **Entretien avec Paul Mattick Jr.**, réalisé par Hannu Reime en novembre 1991. Ed. bilingue, 1999, 1,50 euro)

◆ **Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite ; Grèves ; Parti et classe : Trois textes de Pannekoek, précédés de : Le Groupe des communistes Internationalistes de Hollande, par Cajo Brendel (1999, 1,50 euro)**

◆ **Enquête sur le capitalisme dit triomphant**, Claude Bitot (1999, 1,50 euro)

◆ **La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions** (1996, 1,50 euro)

DÉMOCRATIE DES CONSEILS VERSUS DICTATURE DU PARTI

COMMUNISME CONTRE BOLCHEVISME

« Rätedemokratie statt Parteidiktatur. Kommunismus als Gegensatz zum Bolchevismus », est paru dans la revue *Sklassen* n°4-5 (septembre-octobre 1994) On le trouve aussi sur <https://anarchismus.at/ueber-den-tellerrand-blicken/raetekommunismus/286>. Cette traduction a été publiée dans *Échanges* n° 91 (automne 1999).

1.

« **S**upposons que (...) la direction centrale (...) répartisse équitablement la masse des produits en fonction du niveau de vie, le fait reste qu'en dépit de la bonne marche des affaires, les producteurs n'ont aucun contrôle sur l'appareil de production. Celui-ci ne sera pas aux mains des producteurs, mais au-dessus d'eux. Ce qui ne peut mener inévitablement qu'à une répression violente des groupes en désaccord avec cette direction. Le pouvoir économique central est aussi le pouvoir politique. Tout élément oppositionnel qui, soit en politique, soit en économie, aura un point de vue différent de celui de la direction centrale, sera réprimé par tous les moyens dont dispose l'appareil tout-puissant (...). C'est ainsi que l'association de producteurs libres et égaux, annoncée par Marx, devient un État concentrationnaire comme nous n'en avons encore jamais connu. »

Cette citation est extraite d'un ouvrage qui démontrait, voilà plus de soixante ans, que les rapports de production se développant en Russie depuis 1917 n'avaient rien à voir avec le communisme au sens où Marx et Engels l'entendaient (1). Lorsque cet écrit parut, la vague de terreur des années 1930 appartenait encore à l'avenir ; elle avait été simplement anticipée. Cependant, cette critique de la société soviétique n'était pas motivée par un quelconque événement politique, comme ce règne de la terreur qui

(1) *Grundprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung*, première édition allemande, Berlin 1930; réédition, Berlin 1970. Il existe une traduction française de cet ouvrage (outre les extraits publiés en 1971 dans le supplément au n° 101 de *Informations Correspondance Ouvrières*) sur le site <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1308> et la même, augmentée d'une préface de Paul Mattick, sur https://bataillesocialiste.files.wordpress.com/2010/06/gic_1930.pdf. Un résumé (par Adalbert Hennaut) de l'ouvrage a été publié en 1935 par la revue *Bilan* n° 19 (mai-juin 1935, <http://archivesautonomies.org/spip.php?article2420>), 20 (juin-juillet 1935, *ibid.* article2426), et 21 (juillet-août 1935, *ibid.*, article2431).

allait venir plus tard par exemple, mais par une analyse économique. Partant de là, le stalinisme, alors en pleine expansion, y était considéré comme l'expression politique d'un système économique d'exploitation fondé sur un capitalisme d'État. D'ailleurs pas uniquement le stalinisme !

Ce texte était un travail collectif. Ses auteurs appartenaient à un courant qui avait pris forme dans les années suivant la première guerre mondiale et qui se distinguait par une critique rigoureuse de la social-démocratie tout comme du bolchevisme. C'était en outre un courant qui, partant de la vie quotidienne de la classe ouvrière, était arrivé à de nouvelles conceptions au sujet de la lutte de classes. Par suite, il qualifiait la social-démocratie et le bolchevisme de « vieux mouvement ouvrier » qu'il opposait au « nouveau mouvement des ouvriers ».

On comptait depuis le début, parmi les porte-parole de ce courant, des marxistes allemands et hollandais qui étaient entrés en politique à l'aile gauche de la social-démocratie, mais qui, au cours des années d'un combat incessant contre le réformisme, critiquaient de plus en plus ce mouvement social-démocrate. Les plus connus étaient les Hollandais Anton Pannekoek (1873-1960) et Herman Gorter (1864-1927), et les Allemands Karl Schröder (1884-1950) et Otto Rühle (1874-1943). Plus tard, Paul Mattick (1904-1980), beaucoup plus jeune, en sera également un des théoriciens les plus marquants.

Pannekoek, qui, au tournant de ce siècle, avait attiré l'attention par ses réflexions sur la philosophie marxiste, avait été actif en Allemagne de 1905 jusqu'à l'éclatement de la première guerre mondiale, une année d'abord à Berlin où il avait enseigné à l'école du SPD, puis, après avoir été expulsé de Prusse parce qu'il était étranger, dans la ville libre de Brême. Il s'établit comme correspondant de presse et publia des articles dans le journal radical *Bremer Bürgerzeitung*. Là, à Brême, il n'était pas seulement en relation étroite avec ceux qu'on a appelé les « gauches de Brême », mais il fut aussi témoin de quelques grèves spontanées importantes des ouvriers des chantiers navals de cette ville. Ces expériences ont sensiblement influencé ses conceptions sur la lutte de classes et ses formes. Elles l'ont amené, conjointement à son interprétation du marxisme, à rejeter tout naturellement, très tôt, tout comme d'ailleurs Gorter à la même époque, les conceptions bolcheviques sur l'organisation, la stratégie et la politique.

Otto Rühle, qui « ne put jamais complètement s'identifier à aucune organisation [dans le mouvement ouvrier], mais ne perdit jamais de vue les intérêts généraux de la classe ouvrière » (2), fit

(2) Paul Mattick, « Otto Rühle und die deutsche Arbeiterbewegung », dans : *Spontaneität und Organisation*, Suhrkamp, 1975, p. 7. (Traduction française : « Otto Rühle et le mouvement ouvrier allemand », in Otto Rühle, *Fascisme brun, fascisme rouge* [réédité en 1939 mais publié seulement en 1971 en allemand] cahier Spartacus n° 63B, 1975, citation p. 67 ; cette traduction a été reprise dans le recueil *La révolution n'est pas une affaire de parti*, Entremonde, 2010, citation p. 3.) (NdT.)

de même au début des années 1920. Il fut sans doute le premier à montrer que la révolution prolétarienne était tout à fait autre chose qu'une révolution bourgeoise et qu'elle devait nécessairement créer d'autres formes d'organisation. C'est pourquoi il combattait l'illusion selon laquelle la révolution était une affaire de parti et le but du parti la victoire de la révolution. Il écrivait : « La révolution n'est pas une affaire de parti (...) [mais] l'affaire politique et économique de la totalité de la classe prolétarienne (3). »

Ce sont ces conceptions, développées ultérieurement plus en détail, qui caractérisent ce courant qui allait se dessiner peu à peu. Il fut désigné sous le nom de communisme de conseils dès le début des années 1920 parce qu'il défendait la démocratie des conseils en se fondant sur l'expérience des révolutions russes [1905 et 1917] et allemande [1918], bien qu'elles aient évolué de manière différente, et rejetait résolument toute dictature de parti. Ce nom devait en outre servir à le démarquer du bolchevisme qui, lui aussi, se déclarait communiste. Toutefois, le communisme de conseils de ce courant n'était, dans les débuts, pas aussi mûrement réfléchi qu'il le fut plus tard ; ainsi qu'en témoignent sa position sur la question de l'organisation et son analyse de la structure de la société soviétique.

2.

Lorsque Gorter s'opposa à Lénine dans un ouvrage célèbre (4), c'est à peine s'il concevait que le communisme de conseils, dont le nom n'existait pas encore, était en contradiction avec le bolchevisme. Au contraire ! Gorter allait jusqu'à souligner que lui-même était totalement en accord avec Lénine sur de nombreux points. Il lui reprochait seulement d'avoir une appréciation absolument fautive du capitalisme et de la classe ouvrière d'Europe occidentale, donc des rapports sociaux et politiques en Europe de l'Ouest. Par conséquent, les instructions et directives de Lénine adressées aux partis occidentaux adhérant à la Troisième Internationale, qui venait entre-temps d'être fondée, étaient erronées ; ces partis communistes n'étaient pas en mesure d'y obéir et, selon Gorter, ne devaient pas le faire.

Gorter demeurait un pas en arrière de Rühle. Il est vrai que celui-ci, tout comme Gorter, n'avait pas encore une compréhension claire du caractère profond de la révolution russe, de ce qu'elle avait réalisé et allait encore réaliser ; toutefois il soutenait déjà que

(3) Otto Rühle (1874-1943), « Die Revolution ist keine Parteisache », dans : *Dokumente der Weltrevolution*, tome 3 : *Die Linke gegen der Parteiherrschaft*, Olten und Freiburg 1970, p. 334. [Traduction française : « La révolution n'est pas une affaire de parti », dans : *La Gauche allemande*, supplément au n° 2 d'*Invariance*, année V, série II, 1973. Citation thèse VI, p. 118 (NdT). Rééd. Entremonde, *op. cit.* – citation p. 87.] Voir aussi, en traduction française : « Moscou et nous » et « Compte rendu sur Moscou » [*Die Aktion*, 1920], dans (*Dis*)*continuité* n° 11 (juin 2001), trad. reprise dans Jean Barrot/Denis Authier, *Ni parlement, ni syndicats : les Conseils ouvriers !*, éd. Les Nuits rouges, 2003, p. 139 et p. 147. « La Lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme » (en anglais dans la revue nord-américaine *Living Marxism*, vol. 4, n° 8, septembre 1939), trad. dans Korsch/Mattick/Pannekoek/Rühle/Wagner, *La Contre-révolution bureaucratique*, éd. 10/18, 1973, et dans *La révolution n'est pas une affaire de parti*, Entremonde, 2010.

(4) Herman Gorter, *Offener Brief an den Genossen Lenin* (1920), [traduction française : *Réponse à Lénine-Lettre ouverte au camarade Lénine*, Librairie

ouvrière, 1930, rééd. cahier Spartacus n° 109B, juillet-août 1979 (NdT).] Voir *infra*, p. 50, note 3.

(5) Otto Rühle, « Die Revolution ist keine Parteisache », *op. cit.*, p. 334. [Plus précisément, O. Rühle parle des « (...) trois partis sociaux-démocrates (...) » ; voir *La révolution n'est pas une affaire de parti*, *op. cit.*, éd. Entremonde p. 87 (NdT).]

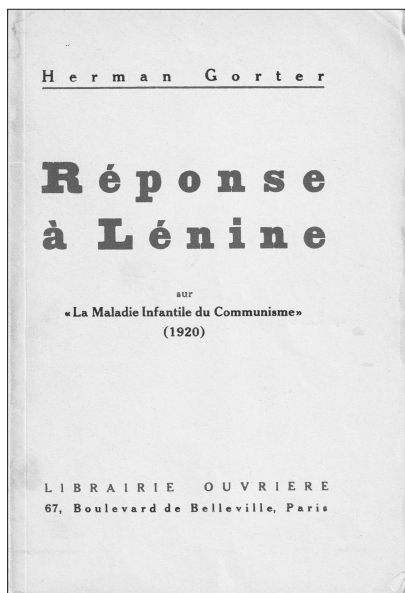
les partis de la Troisième Internationale n'étaient plus communistes (5). Il suffit seulement de quelques années de plus pour que le communisme de conseils se sépare beaucoup plus nettement du bolchevisme. Son point de vue sera alors que l'Octobre communiste, ou socialiste, a balayé le tsarisme et les relations féodales, ouvrant ainsi la voie aux rapports capitalistes.

Mais les communistes de conseils ne se contentèrent pas de cette simple constatation. Ils ont démontré qu'un mode de production tel que celui de la Russie, fondé sur le travail salarié, c'est-à-dire sur la force de travail en tant que marchandise et la valeur de cette marchandise comme base de tout le processus économique, ne pouvait mener qu'à la création de plus-value et à l'exploitation de la classe ouvrière. Ils ont fait remarquer que cela ne changeait rien si la plus-value ainsi créée allait à des capitalistes privés ou à l'État propriétaire des moyens de production nationalisés ; Marx avait déjà expliqué qu'étatisation des moyens de production et socialisme n'étaient pas des termes équivalents.

Ils ont fait plus ; ils ont montré dans le texte cité au début de cet article que dans le capitalisme d'État en Russie, dont Lénine a pu dire : « La machine ne va pas où le conducteur veut qu'elle aille ; ce ne sont pas les bolcheviks qui commandent la machine (économique), mais au contraire elle qui les commande », la production obéit aux mêmes lois que dans une économie capitaliste classique.

Ils écrivaient (s'appuyant sur les *Randglossen zur Gothaer Programm* [*Gloses marginales au programme de Gotha*] de Marx et un extrait de *l'Anti-Dühring* d'Engels) qu'il peut y avoir abolition de l'exploitation seulement si le travail salarié est aboli, c'est-à-dire si la quantité des biens nécessaires à un producteur n'est plus déterminée par la valeur de sa force de travail mais par son travail, ou plus précisément : par le temps de travail utile. Pour pouvoir parler d'une association de producteurs libres et égaux, le temps de travail doit être la mesure de la production.

Il n'est pas possible ici de rendre un compte détaillé des arguments et explications économiques donnés dans ce texte. Disons simplement que ses auteurs communistes de conseils ont développé deux idées complémentaires : ils ont signalé, en désignant Moscou du doigt, ce que le



communisme n'est pas, et examiné simultanément quels sont les préalables et les conditions d'une société réellement communiste. Du coup, les divergences entre communisme de conseils et bolchevisme s'affirmèrent plus clairement.

3.

Il découle logiquement de ce que nous venons de dire que le communisme de conseils ne fait pas une critique particulière du stalinisme, mais bien du bolchevisme en général. Les communistes de conseils ne considèrent pas le stalinisme comme une sorte de « contre-révolution » qui aurait dérobé les fruits de la révolution d'Octobre. Pour eux, le stalinisme est lui-même un fruit de cette révolution qui a ouvert définitivement les portes au capitalisme en Russie. Malgré les préventions contre lui exprimées par Lénine dans son testament, Staline n'en était pas moins son héritier, et le stalinisme un legs du bolchevisme et de la révolution bolchevique.

Les communistes de conseils avaient critiqué certains aspects importants du bolchevisme et de la révolution bolchevique. Mais, peu à peu, dans la mesure où les changements qui avaient lieu en Russie se révélaient plus crûment, ces diverses critiques débouchèrent sur une seule, qui les reliaient toutes entre elles. On ne parla plus d'appréciations « erronées », d'organisation « inappropriée » ou de politique « funeste ». On comprit alors que tous les aspects du bolchevisme et toutes les étapes de son évolution dérivait logiquement de ses tâches et de son rôle dans la société.

Mais il fallut du temps pour en arriver là ; tout comme il fallut du temps pour que, suivant en cela l'évolution de la société, les conceptions et la pratique du communisme de conseils se transforment. Le communisme de conseils, qui saluait dans les conseils formés durant les révolutions russes et allemande les organes de l'exercice du pouvoir prolétarien et en avait élaboré la théorie, se présenta paradoxalement tout d'abord sous la forme d'un parti, une phase durant laquelle Karl Schröder (6), en particulier, fut extrêmement actif. Ce fut l'époque du KAPD en Allemagne et du KAPN en Hollande (7), qui affichaient leur volonté de ne pas participer aux élections au parlement bourgeois, ni de s'occuper de politique.

Rühle qui, comme nous l'avons vu, disait en 1920 que la révolution n'était « pas une affaire de parti » et voyait à proprement parler dans le parti, aussi loin qu'on puisse remonter, « au fond une forme d'organisation [non] du prolétariat mais de la bour-

(6) Karl Schröder (1884-1950) fait des études de littérature avant d'adhérer en 1913 au parti social-démocrate (SPD). En 1918, il devient rédacteur du journal *Die Rote Fahne*, organe du Parti communiste (KPD), dont il est exclu dès 1919 en raison de ses positions d'extrême gauche. En 1920, Schröder est un des fondateurs du Parti communiste ouvrier (KAPD). Il soutient l'adhésion du KAPD à la Troisième Internationale, puis s'en éloigne en 1921 et en est exclu. Il retourne alors à l'aile gauche marxiste du SPD et mène une action d'éducation ouvrière. Il est des fondateurs en 1932 des Rote Kämpfer (Combattants rouges), conseillistes. Arrêté en 1936 par la Gestapo, il est condamné à quatre ans de détention dans plusieurs camps de concentration. En 1945, Schröder travaille à la reconstruction du système scolaire et de la formation continue à Berlin. Il s'efforce aussi de rassembler d'anciens membres des Rote Kämpfer à Berlin-Ouest.

(7) KAPD : Kommunistische Arbeiter Partei Deutschlands, Parti communiste ouvrier d'Allemagne, né en mars 1920 d'une scission du parti communiste (KPD). KAPN : Kommunistische Arbeiter Partei von Niederlande, Parti communiste ouvrier des Pays-Bas.

geoisie (8) », définissait cependant le KAPD et son parti frère en Hollande, pour des considérations tactiques : « Le “nouveau parti” communiste qui n’est plus un parti (9). » Gorter partageait un avis identique ; et le KAPD et le KAPN donnaient d’eux-mêmes une définition qui allait dans le même sens.

Quatre années plus tard, en 1924, Rühle s’exprimait tout autrement : « Un parti révolutionnaire au sens prolétarien du terme, écrivait-il, est une absurdité. Il ne peut être révolutionnaire qu’au sens bourgeois, et seulement au moment du passage du féodalisme au capitalisme (10). » À peine une décennie plus tard, ces « absurdités » avaient disparu de la scène sociale, pour les raisons que nous avons invoquées ci-dessus. Mais l’idée d’un parti prolétarien révolutionnaire reparut de temps à autre dans certaines circonstances que nous laisserons ici de côté, comme par exemple dans *Fünf Thesen über den Klassenkampf* [« Cinq thèses sur la lutte de classe »], un texte rédigé par Pannekoek en 1946 (11). Puis, elle fut définitivement enterrée.

Entre-temps, le communisme de conseils sortait de l’enfance. Le fait qu’il conçut la révolution russe comme une révolution bourgeoise et les rapports de production en Russie comme du capitalisme d’État élargit son regard sur des choses dont quelques-unes sont, aujourd’hui seulement, mûres pour une étude plus approfondie. Tandis que d’autres phénomènes, analysés très tôt, apparurent sous un jour nouveau *a posteriori*.

4.

Le travail le plus important dans ce sens fut fourni par Pannekoek lorsque, dans le cadre d’une étude sur la philosophie de Lénine, il soumit de nouveau tout le bolchevisme à une analyse détaillée et fondamentale.

Dans cet écrit (12), Pannekoek n’a pas seulement démontré que le marxisme de Lénine n’est qu’une légende, que son prétendu marxisme est à l’opposé du marxisme authentique, il en a en même temps donné les raisons : « En Russie, la lutte [qui était à l’ordre du jour] contre le régime tsariste ressemblait de près à la lutte contre l’absolutisme telle qu’elle avait été poursuivie autrefois en Europe. En Russie également, l’Église et la religion étaient les piliers les plus solides du régime (...) » D’où il s’ensuivait que ce que Lénine tenait pour des conceptions matérialistes historiques dans le domaine de la philosophie ne se différençait quasiment pas du matérialisme bour-

(8) Otto Rühle, « Roter und brauner Faschismus », dans : *Schriften*, Reinbek 1971, p. 26. [Traduction française : *Fascisme brun, fascisme rouge*, op. cit. Citation p. 23 (NdT).]

(9) Otto Rühle, *Die Revolution ist keine Parteisache*, op. cit., p. 335 [éd. franç., thèse VII, *Invariance* p. 120, Entremonde p. 89 (NdT)].

(10) Otto Rühle, *Von der bürgerlichen zur proletarischen Revolution*, réédition Berlin 1970, p. 32 [« De la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne » ; il existe une traduction française de cet ouvrage, revue (*Dis*)continuité n°25, février 2008. (NdT).]

(11) Pannekoek, « Cinq thèses sur la lutte de classe » (1947), *Spartacus* n° 12 (décembre 1978), p. 7. Trad. reprise sur plusieurs sites Internet (vosstanie.blogspot.com, infolibertaire.net)

(12) J. Harper (Anton Pannekoek), *Lenin als Philosoph*, Amsterdam 1938, p. 105. [Trad. franç. : *Lénine philosophe*, cahier Spartacus n 34B, juin 1970. Citation p. 100 (NdT).]

geois français du XVIII^e siècle qui s'était développé à l'époque comme arme de l'esprit opposée à l'Église et à la religion.

De la même façon, c'est-à-dire en considérant les similitudes entre les rapports sociaux pré-révolutionnaires en Russie et en France, les textes des communistes de conseils mirent très tôt en lumière le blanquisme des bolcheviks, le fait que Lénine revendiquait fièrement le titre de jacobin (13) pour lui-même et les membres de son parti, et que les bolcheviks s'imaginaient qu'il revenait à leur parti de tenir le rôle de jacobins de la révolution russe bourgeoise.

En effet, Lénine qualifiait de bourgeoise la révolution à venir en un temps où il n'avait aucune légende ni aucun mythe à défendre (14). Ce en quoi les théoriciens du communisme de conseils ne pouvaient qu'être d'accord avec lui. De leur point de vue, si, en mars 1918, donc quelques mois seulement après la révolution d'Octobre, les soviets furent définitivement dépossédés d'un pouvoir déjà réduit, cela résultait du caractère bourgeois de la révolution. Les soviets russes, qu'ils aient été ou non effectivement composés de véritables représentants de la classe ouvrière, étaient de toute façon tout à fait incongrus dans un système qui n'était, et ne pouvait être, rien d'autre que l'expression politique de conditions de production d'un capitalisme d'État. C'était une dictature du parti, d'une instance politique qui avait en mains les moyens de production nationalisés et par conséquent disposait de ce qui était produit, tout comme s'il s'était agi du reste d'un entrepreneur privé.

Le communisme tel que le concevait le mouvement des conseils était l'exact opposé d'un tel système. De son point de vue, une dictature du parti est incompatible avec une organisation de la société ayant pour principe économique l'abolition du travail salarié et l'exploitation qui en résulte. La démocratie des producteurs est logiquement inhérente à une société dans laquelle les producteurs sont libres et égaux. C'est autre chose, cela va sans dire, que la dictature prétendument du « prolétariat » et son pouvoir qui engendre la terreur.

Quant à celle-ci, parvenue à son comble sous Staline au milieu des années 1930, il n'y avait là rien d'essentiellement nouveau du point de vue du communisme de conseils ; tout avait commencé sous Lénine. Et le caractère de Staline ne pouvait pas expliquer sa formidable intensification ultérieure ; on devait plutôt y voir un phénomène concomitant au processus d'industrialisation et de prolétarianisation, donc concomitant à une accumulation primitive du même genre que celle qui avait eu lieu ailleurs.

(13) W. I. Lenin, « Ein Schritt vorwärts, zwei Schritte zurück », dans : *Ausgewählte Werke*, tome 2, Wien 1932, p. 436. [Traduction française : *V. I. Lénine, Un pas en avant, deux pas en arrière*. Voir en particulier le chapitre : « La nouvelle Iskra. L'opportunisme en matière d'organisation » (NdT).]

(14) W. I. Lenin, *Die zwei Taktiken der Sozialdemokratie in der demokratischen Revolution*. [Traduction française : *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (NdT)], citation extraite du *Proletarier*, périodique du KAPD, n° 8/9, 1926, p. 145.

Les bolcheviks ont pu appeler leur société communiste parce qu'ils pensaient à tort que l'étatisation des moyens de production, c'était l'écroulement du capitalisme. Cette conception, critiquée par Marx et Engels, avait aussi été celle de la social-démocratie lorsqu'elle parlait encore – ah que c'est loin tout ça – de renversement de la société capitaliste. En ce sens, on peut considérer, à l'instar de Rühle (15), les bolcheviks comme des sociaux-démocrates (radicaux).

(15) Otto Rühle, *Die Revolution ist keine Parteisache*, op. cit., p 334. [Cajo Brendel s'appuie ici sur une note de Frits Kool, dans : *Die Linke gegen die Parteiherrschaft* [« La gauche contre la dictature de parti »], sélection de textes du « communisme de gauche », dont celui ici cité d'Otto Rühle : « Non seulement le SPD ou l'USPD, mais aussi le KPD sont, aux yeux de Rühle et de ses camarades, "sociaux-démocrates" » (c'est-à-dire contre-révolutionnaires). » (Frits Kool, *Die Linke gegen die Parteiherrschaft*, Walter-Verlag, 1970, note 8, p. 334) (NdT).]

(16) J. Harper (Anton Pannekoek), *Lenin als Philosoph*, op. cit., p. 106 [éd. franç., p. 109 (NdT)].

(17) *Ibid.*, p. 112 [éd. franç. p. 113 (NdT)].

(18) Voir « Opstand der Arbeiders in Oost-Duitsland », de Cajo Brendel in *Episodent van Klassensstrijd*, Spartacus, 1953, et Daad en Gedachte, 1978, trad. fr. *L'Insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est, juin 1953, lutte de classe contre le bolchevisme*, Échanges et Mouvement, 1979, rééd. 2017.

Pannekoek, c'était prévisible compte tenu de son analyse des conceptions théoriques du bolchevisme et de la situation économique dans laquelle celui-ci se trouvait, écrivait à ce propos : « [Comme Moscou l'exige] il faut (...) que (...) les ouvriers suivent le parti communiste, lui laissent la direction de la lutte, puis le pouvoir ; tandis que les membres du parti doivent obéir à leurs chefs dans la plus stricte des disciplines (16). » Résultat : « (...) La classe ouvrière en lutte pour son affranchissement (...) trouvera sur son chemin la philosophie de Lénine, théorie d'une classe qui cherche à perpétuer l'esclavage et l'exploitation des ouvriers (17). » C'était des mots prophétiques ! En 1953, quinze ans après qu'ils furent écrits, les ouvriers du bâtiment de la Stalinallee, dans ce qui était alors Berlin-Est, en firent l'expérience lorsque le léninisme se lança brusquement sur eux avec des chars (18).

Alors que la théorie du communisme de conseils prenait de plus en plus nettement corps, Pannekoek ne fut pas le seul à attirer l'attention sur ce qui séparait Marx de Lénine. Paul Mattick, qui vivait aux États-Unis depuis 1926 et s'était très tôt occupé des problèmes du mouvement ouvrier, le fit aussi indirectement. Dans un article



Spartakistes dans les rues de Berlin, janvier 1919. – Wikimedia Commons, the free media repository. <https://commons.wikimedia.org/wiki/File:AlzadosEspartaquistas..png>

intitulé « Die Gegensätze zwischen Luxemburg und Lenin (19) », il s'appuyait sur la critique d'Arnold Ruge par Marx pour démontrer qu'elle correspondait en tous points avec la critique de Lénine par Rosa Luxemburg, puisque les conceptions de Lénine étaient proches de celles de Ruge. Il n'y montrait pas seulement combien Lénine était éloigné du point de vue prolétarien de Marx en même temps qu'il comparait de près Lénine avec Marx, il mettait en pleine lumière les idées de ce dernier.

Contre Lénine qui faisait de toute la révolution une question d'intervention consciente de ses révolutionnaires professionnels jacobins, Mattick alléguait, à la suite de Marx, que plus le prolétariat développait une conscience politique plus cela impliquait pour lui des luttes inutiles et irrationnelles ; car elle étouffait ses instincts de classe beaucoup plus sûrs et mettait des œillères aux ouvriers, les empêchant ainsi de voir qu'en réalité leurs tâches étaient sociales.

5.

L'analyse de Mattick abordait un point sur lequel les communistes de conseils ne cesseront d'insister. Les ouvriers entrent en lutte non pas parce qu'une intelligentsia révolutionnaire leur aura fait la leçon, mais parce que leur position de classe dans la société les pousse spontanément à l'action. Le capitalisme ne sera pas renversé simplement parce que les ouvriers le veulent, mais la révolution est inévitable parce que la lutte de classes est inévitable sous le capitalisme. En conséquence, le communisme de conseils rejette la thèse de Lénine selon laquelle « il n'y a pas de pratique révolutionnaire sans théorie révolutionnaire », et oppose à celui-ci la thèse exactement inverse : il n'y a pas de théorie révolutionnaire sans pratique révolutionnaire ! Et cela avant tout parce que toute théorie n'est qu'un ensemble d'idées à propos d'une réalité donnée. Il n'y a pas de théorie sans objet sur lequel théoriser.

La théorie du communisme de conseils repose sur les luttes de classes menées à notre époque et les tendances actuelles du développement de la société capitaliste, tout comme la théorie de Marx se fondait sur les luttes de classes de son époque et les tendances du capitalisme de son temps. C'est la conséquence d'une même méthode d'investigation. Si le communisme de conseils s'oppose énergiquement à ce que les ouvriers obéissent sans broncher à une direction d'un parti et s'il se déclare en faveur de la spontanéité et de l'autonomie du mouvement ouvrier, c'est

(19) Dans : *Rätekorrespondenz*, n° 12 (septembre 1935).
[Traduction française : « Les divergences de principe entre Rosa Luxemburg et Lénine », dans : *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, EDI, 1972 (NdT).]

parce que l'évolution en cours de la lutte de classes met en évidence une chose que l'on ne peut négliger : l'unique perspective envisageable réside dans un nouveau mouvement des ouvriers, qui se caractérise par son indépendance par rapport à toute soi-disant « avant-garde » et qui ne se laisse pas influencer par des idéologies discréditées.

Un nouveau mouvement ouvrier autonome totalement différent du mouvement ouvrier traditionnel ne peut pas être, selon le point de vue du communisme de conseils, créé artificiellement. Il émane de la société et est la conséquence des luttes sociales. La démocratie des conseils est là où il se dégage, consciemment ou non !

Ca. Br.

(traduit de l'allemand par Jean-Paul Vilaine)



GARDE-TOI DE TOUT MYTHE !



LE GROUPE REVOLUTION TIMES, qui a réalisé en décembre 1999 cet entretien avec Cajo Brendel, est un groupe de skinheads de Lübeck. Il publiait un fanzine du même nom et des brochures sous le pseudonyme de Red Devil. L'entretien a été publié en janvier 2001 dans la brochure *Die Kronstadt-Rebellion. Alle Macht den Sowjets, nicht den Parteien !* (L'insurrection de Cronstadt. Tout le pouvoir aux soviets, pas aux partis!) Bibliothek des Widerstandes (Bibliothèque de la résistance), p. 21-27

[<https://sites.google.com/site/bibliothekdeswiderstandes/unsere-broschueren>] puis en français dans *Échanges* n° 111 (hiver 2004-2005).]

Red Devil : à ton avis qu'est-ce qui explique l'apparition des positions communistes de conseils, et comment pourrais-tu brièvement nous les présenter ?

Cajo Brendel : le communisme de conseils n'est pas tombé du ciel. Il a pris forme peu à peu et s'est développé au fil du temps. Après l'enthousiasme du départ pour la révolution russe, plusieurs marxistes d'Europe de l'Ouest ont commencé à émettre des critiques. Parmi eux, Otto Rühle fut sans doute l'un des tout premiers témoins de la pratique bolchevique à avoir fait part de ses expériences par écrit (1).

Le marxiste hollandais Gorter a aussi appartenu très tôt aux critiques du bolchevisme, mais son analyse (1920) (2) ne s'appliquait qu'à tel ou tel détail. Les attaques commencèrent à se faire plus nombreuses à la suite des vives discussions suscitées par le soulèvement de Cronstadt en 1921, puis lorsque peu de temps après l'action des bolcheviks se concrétisa dans la Nouvelle Politique

(1) Otto Rühle : voir les textes cités p. 5, note 3, « Moscou et nous », « Compte rendu sur Moscou », ainsi que *Fascisme brun fascisme rouge*, « La lutte contre le fascisme commence par la lutte contre le bolchevisme ».

(2) Voir en français : Herman Gorter, *Réponse à Lénine sur « La Maladie infantile du communisme »*, Librairie ouvrière, 1930 ; traduction reprise par les éditions Spartacus sous le titre *Réponse à Lénine. Lettre ouverte au camarade Lénine*, 1979 ; et du même auteur, *Les Leçons des « Journées de Mars » (1921) (Dernière lettre de Gorter à Lénine)*, in Denis Authier, Jean Barrot, *La Gauche communiste en Allemagne 1918-1921*, Payot, 1976 (rééd. sous le titre *Ni parlement, ni syndicats : les Conseils ouvriers !*, éd. Les Nuits rouges, 2003). (NdT.) (Sur Gorter, voir *infra* p. 50, note 3.)

(3) Après la révolte de Cronstadt, en 1921, alors que la Russie manquait cruellement de tous les produits de base, Lénine imposa au parti bolchevique la Nouvelle Politique économique, qui, entre autres mesures, restaurait la liberté relative pour les paysans de vendre sur le marché une partie de leur production. (NdT.)

(4) En 1938, Anton Pannekoek publiait en allemand, sous le pseudonyme de John Harper, une critique des conceptions que Lénine expose dans son *Matérialisme et empiriocriticisme* (publié en 1908 en russe mais traduit en allemand et en anglais en 1927 seulement), sous le titre de *Lenin als Philosoph*. Trad. fr. : *Lénine philosophe*, éd. Spartacus, 1970. (NdT.)

(5) Référence à l'article d'Otto Rühle, « La Révolution n'est pas une affaire de parti », paru le 17 avril 1920 sous le titre « Un nouveau parti communiste ? », dans la revue *Die Aktion*. Voir ci-dessus p. 5, n. 3.

(6) *Le Prolétaire. Organe du communisme révolutionnaire* était publié à la fin de la guerre par les Communistes révolutionnaires (CR), des ex-trotskystes liés aux Allemands et Autrichiens, eux aussi ex-trotskystes, du groupe Revolutionäre Kommunisten Deutschlands (RKD), exilés avant 1939, qui ont mené une propagande

économique (3). Plus tard, à la fin des années 1920, s'y est ajouté un rejet total du capitalisme d'État ; enfin, au début des années 1930, les divergences s'accrurent. Selon moi, la théorie du communisme de conseils a atteint un apogée provisoire en 1938 quand le marxiste hollandais Anton Pannekoek soumit le léninisme dans son entier à une investigation marxiste (4). Toutefois, le développement du communisme de conseils ne s'est pas arrêté là. Très loin de toute orthodoxie ou de toute forme de dégénérescence, il continue à se servir de la méthode de Marx pour mieux appréhender la réalité sociale.

R. D. : *la théorie communiste de conseils qualifie le KPD (Parti communiste allemand) et le SPD (Parti social-démocrate allemand) de « vieux mouvement ouvrier ». Un « nouveau mouvement ouvrier » avec de « nouvelles organisations de classes » étant en formation. Où vois-tu les signes d'un tel « nouveau mouvement ouvrier » et comment vois-tu les différences entre le « vieux » et le « nouveau » mouvement ouvrier ? N'existe-t-il aucune tradition révolutionnaire pour vous dont vous vous réclameriez ou pourriez vous réclamer ?*

C. B. : la différence entre le « vieux » et le « nouveau » mouvement ouvrier – toutes conceptions politiques et théoriques mises à part – réside en ce que le « vieux » mouvement ouvrier est un mouvement *pour* les ouvriers (dirigé par des politiciens ou des savants) tandis que le « nouveau » mouvement ouvrier (encore à peine sorti de ses langes) est un mouvement *des* ouvriers, c'est-à-dire des ouvriers eux-mêmes. Je ne pense pas que l'on puisse se réclamer des traditions. Je vois les signes (et j'insiste sur ce mot « signes ») d'un nouveau mouvement ouvrier là où les travailleurs se mettent en grève « sauvage » (comme on dit) absolument sans conscience préconçue de son sens et de sa signification, sans le soutien d'aucun parti ni syndicat quels qu'ils soient. Et on pourrait sans doute trouver des signes de même nature dans d'autres actions des ouvriers.

R. D. : « *le communisme n'est pas une question de parti (5), mais de formation d'un mouvement de masses autonome* », tel était le titre d'un article du groupe français *Le Prolétaire* (6), qui participa à la rencontre de Bruxelles en 1947 (7). Comment à Daad en *Gedachte* (Acte et pensée) vous situez-vous par rapport à cette affirmation et comment un tel « mouvement de masses autonome » peut-il, et même doit-il, naître ?

C. B. : un mouvement de masses est autonome s'il n'est

convoqué par aucune individualité ni organisation. Il surgit spontanément des rapports sociaux ou politiques. Je suis absolument d'accord avec l'affirmation du groupe Le Proletaire.

R. D. : *les communistes de conseils ont par le passé critiqué également le fascisme et l'antifascisme et se sont refusé à prendre parti pour un camp ou pour un autre, la démocratie ici ou le fascisme là. Comment vous situez-vous par rapport au fascisme renaissant en Europe ? Et comment vous situez-vous par rapport au mouvement antifasciste ?*

C. B. : le fascisme renaissant en Europe ne présente évidemment pas dans tous les pays tout à fait le même caractère ni n'obéit aux mêmes causes. Toutefois, quelle que soit la forme qu'il revêt ou quelles que soient ses causes, on doit bien sûr le combattre ; mais je ne veux rien avoir à faire avec un combat au côté de la bourgeoisie.

R. D. : *la plupart des groupes politiques cherchent à intervenir dans les manifestations, les grèves, etc., afin d'influencer ces mouvements dans telle ou telle direction, ou au moins de propager leurs idées. Il y a eu à l'intérieur du communisme de conseils des divergences entre les « activistes » et les « observateurs ». Quel est le point de vue des communistes de conseils ? N'est-il pas erroné de rester passif face aux mouvements sociaux existants ? Où vois-tu les tâches des communistes de conseils avant et pendant les mouvements de masses et les luttes de classes ?*

C. B. : il est important de participer aux luttes. MAIS... les interventions des différents groupes d'avant-garde n'ont aucun sens. Au contraire. J'aborde ce sujet dans un article ci-joint (8). Je suis d'avis, depuis ma jeunesse, que l'on n'a rien à enseigner à la classe ouvrière, mais tout à apprendre d'elle. Comment ensuite se servir de ce que l'on a appris ? J'ai toujours agi dans ce cas conformément à une phrase de Marx extraite d'un de ses premiers textes, la *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*. « Introduction », où il écrit : « On doit contraindre à danser ces rapports pétrifiés en leur chantant leur propre mélodie (9) ! » Je n'ai jamais dit à des grévistes : « Vous devriez plutôt faire comme ci ou comme ça. » J'ai simplement cherché à chaque fois à discuter le sens de leurs actions. Ce n'est pas un comportement passif.

R. D. : *à qui s'adresse votre journal Daad en Gedachte quand votre action politique est en recul ? Quel rôle accordez-vous alors à votre journal ?*

internationaliste pendant la guerre. Voir Pierre Lanneret, *Les Internationalistes du « troisième camp » en France pendant la seconde guerre mondiale*, éd. Acratie, 1995, p. 68-71 ; et Courant communiste international (Philippe Bourrinet), *La Gauche communiste d'Italie*, s.d., p. 197-198. (NdT.)

(7) Des petits groupes de plusieurs pays de sensibilités politiques différentes, mais ayant maintenu des positions internationalistes pendant la guerre, éprouvèrent le besoin de renouer des contacts face au raz de marée chauvin qui suivit la victoire des Alliés. Un congrès international réunit à Bruxelles, les 25 et 26 mai 1947, des groupes et individualités des Pays-Bas, de Belgique, de Suisse, de France et d'Italie, à l'invitation du Communistenbond Spartacus. Voir Courant Communiste International (Philippe Bourrinet), *La Gauche hollandaise*, s.d., p. 271-276. (NdT.)

(8) Je n'ai pas pu déterminer de quel article il s'agit ici. (NdT.)

(9) *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*. « Introduction », traduction dans Karl Marx, *Textes (1842-1847)*, cahier Spartacus n° B33, avril-mai 1970, p. 52. (NdT.)

C. B. : le groupe Daad en Gedachte s'est toujours adressé à tous ceux qui ont un point de vue critique envers le « vieux mouvement ouvrier » et qui, soit voient déjà le chemin du « nouveau mouvement ouvrier », soit le cherchent.

R. D. : *il y eut en 1947 à Bruxelles une rencontre internationale entre (communistes de conseils et d'autres groupes internationalistes (10). S'agissait-il alors d'une tentative de construire une sorte d'« Internationale des communistes de conseils » ou plus simplement de nouer des relations plus étroites entre groupes de plusieurs pays ayant des affinités ?*

(10) Voir ci-dessus p.15, n. 7.

C. B. : je n'ai malheureusement pas pu à l'époque participer à cette rencontre internationale, et ne détiens qu'un article à ce propos paru dans un hebdomadaire communiste de conseils.

R. D. : *la majorité du « vieux mouvement ouvrier » a condamné l'action des marins de Cronstadt. Trotsky a minimisé les événements de Cronstadt en les qualifiant de « tragédie ». Comment vous situez-vous par rapport à Cronstadt ?*

C. B. : je n'ai pas du tout la même conception de la révolte de Cronstadt que les bolcheviks, Lénine, Trotsky, Staline ou qui que ce soit d'autre. Je l'ai toujours considérée comme le précurseur de la révolution prolétarienne en Russie (11).

(11) Voir l'article de Cajo, « Kronstadt : Proletarischer Ausläufer der russischen Revolution » (Cronstadt, précurseur prolétarien de la révolution russe), dans J. Agnoli, C. Brendel, I. Mett, *Die revolutionäre Aktionen der russischen Arbeiter und Bauern* (Les Actions révolutionnaires des ouvriers et paysans russes), Karin Kramer Verlag, 1974. (NdT.)

R. D. : *quels sont vos rapports avec les troskystes et les anarchistes ? Vois-tu des points communs entre vous et des points de divergence ?*

C. B. : aucun point commun. On peut définir le trotskysme comme du léninisme, et le stalinisme comme une variété de léninisme. Tous deux se fondent sur une interprétation erronée de Marx résultant des rapports sociaux en Russie. C'est bien sûr différent avec l'anarchisme, mais il se trompe aussi sur Marx à de nombreux égards. En outre, sa méthode de travail est très éloignée de la mienne. Je suis cependant d'accord avec l'anarchisme lorsqu'il se dresse contre tout pouvoir d'État, que celui-ci se dise bourgeois ou prolétarien.

R. D. : *comment se situent les communistes de conseils par rapport aux partis et aux élections ?*

C. B. : les partis sont le fruit des révolutions bourgeoises et sont indispensables au capitalisme. Je ne participe jamais à une élection dans la société capitaliste. Les seules élections auxquelles je pourrais participer seraient celles pour les conseils ouvriers.

R. D. : *les communistes de conseils considèrent la révolution d'octobre 1917 en Russie comme une « révolution bourgeoise ». Donne-nous, s'il te plaît, quelques explications.*

C. B. : la Russie était dans les années dix du xx^e siècle un pays où le servage, c'est vrai, n'existait plus et qui possédait certaines industries, mais il n'en conservait pas moins dans l'ensemble les stigmates de la féodalité. Le tsar, l'Église et la noblesse étaient au pouvoir, l'agriculture était la branche principale de la production, et la plus grande partie de la population appartenait à la paysannerie.

Si tant est qu'il y eût une bourgeoisie, elle n'était en rien comparable à celle qu'il y avait en France au xviii^e siècle, pénétrée de son importance et consciente d'elle-même. La tâche de la révolution qui montait depuis le début du xx^e siècle en Russie était de mettre fin au tsarisme, de briser le pouvoir de l'Église et de la noblesse. Il fallait pour cela inévitablement développer de nouveaux rapports de production. La révolution russe devait donc accomplir les mêmes tâches que la révolution française en son temps, mais dans des circonstances qui n'étaient pas tout à fait les mêmes.

Considérant ce qui était à faire en Russie, on peut donc parler d'une révolution bourgeoise, qui cependant, par suite de la faiblesse de la bourgeoisie russe, fut une révolution où les tâches historiques de la bourgeoisie ont dû être accomplies par une autre classe.

Personne ne l'avait mieux prédit que Lénine au début du xx^e siècle. On peut lire dans un de ses premiers textes : « La révolution à venir sera une révolution bourgeoise, mais une révolution bourgeoise sans bourgeoisie (12). »

La révolution bourgeoise russe offre plusieurs points de comparaison avec la révolution française du xviii^e siècle. En France, le matérialisme de l'époque avait servi d'arme dans la lutte contre la religion, parce que celle-ci constituait la base de la puissance de l'Église. Il en fut de même en Russie. Et ce matérialisme avec lequel on a combattu la religion en Russie, que Lénine tenait pour le matérialisme historique, était tout simplement le matérialisme français du xviii^e siècle. Pannekoek l'a magistralement démontré en 1938 (13).

On ne peut pas en faire le reproche à Lénine. Ce sont les conditions russes qui l'ont conduit à interpréter à la manière russe le matérialisme développé par Marx et Engels dans des rapports capitalistes.

La révolution russe se distingue aussi par autre chose que l'on

(12) Je n'ai pas pu retrouver cette phrase exacte dans les écrits de Lénine. On lira toutefois *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, un texte de 1905, où cette idée transparaît clairement. Les écrits de Lénine existent chez plusieurs éditeurs. (NdT.)

(13) Dans *Lénine philosophe* : voir ci-dessus note 4. (NdT.)

retrouve également chez les révolutionnaires français. Avec toutefois une légère différence. Les Jacobins français avaient emprunté leurs modèles et leurs théories révolutionnaires à l'histoire romaine ; les bolcheviks, eux, ne tournèrent pas leurs regards vers l'Antiquité classique mais vers l'avenir prolétarien. En France en 1789 tout comme en Russie en 1917, l'image qui était dans les têtes ne correspondait absolument pas à la pratique. En France, où l'on rêvait de liberté et d'égalité, on ne se rendait pas compte qu'il s'agissait de liberté juridique et d'égalité devant la loi. Trotsky a écrit quelque part : « On croyait achever la révolution de Février, et on arrivait en fait à Octobre (14). » En réalité, c'est le contraire qui est vrai : on croyait avancer sur le chemin du communisme, et on faisait une révolution bourgeoise sans bourgeoisie.

(14) Je n'ai pas pu déterminer la provenance de cette citation. (NdT.)

(15) Voir plusieurs passages dans *Que faire ?* (1902) et *Un pas en avant, deux pas en arrière* (1904). (NdT.)

Par exemple : « Il s'ensuit qu'en régime communiste subsistent pendant un certain temps non seulement le droit bourgeois, mais aussi l'État bourgeois – sans bourgeoisie ! » (*L'État et la Révolution*, chap. V : « Les bases économiques de l'extinction de l'État, 4 : « Phase supérieure de la société communiste. ») « Plékhanov, vieux marxiste devenu réactionnaire, accusait les bolchéviks de vouloir "une révolution bourgeoise sans bourgeoisie". » (Wikirouge)
Voir aussi ci-dessous, p. 17, où Cajo reprend cette phrase, en renvoyant cette fois à *Un pas en avant, deux pas en arrière* (1904), texte dans lequel on ne la retrouve pas plus.

Ce qui devait arriver, le capitalisme d'État, arriva, parce que la bourgeoisie était trop faible pour se constituer en classe dirigeante. Pour revenir à Lénine encore une fois, il avait raison quand il se décrivait comme un Jacobin (15) !

R. D. : *il y a eu des tentatives de publier des textes des communistes de conseils en esperanto afin de surmonter l'étroitesse des frontières de nations et de langues. Comment vous situez-vous par rapport à l'intelligence et aux intellectuels ?*

C. B. : les communistes de conseils du Groupe des communistes internationalistes ont publié des textes en esperanto au début des années 1930. Nous ne l'avons plus jamais refait après la deuxième guerre mondiale ; nos textes et notre correspondance parvenant dans des pays dont nous maîtrisions plus ou moins les langues.

Nous n'avons jamais douté de l'intelligence des travailleurs ; notre méfiance allait aux intellectuels qui appartenaient à la bourgeoisie ou à des groupes d'avant-garde.

R. D. : *comment vous situez-vous par rapport aux symboles du « vieux mouvement ouvrier » (par exemple le drapeau rouge, la faucille et le marteau, l'« Internationale », le poing levé, le terme « camarade », etc.) ?*

C. B. : tout le groupe Daad en Gedachte, moi y inclus, n'avons jamais accordé beaucoup de valeur aux symboles. Notre intérêt s'est toujours porté sur ce qui était essentiel dans les groupes, les mouvements, etc., sur ce qu'ils signifiaient. Du reste, *L'Internationale* est depuis très longtemps chantée par les pires des réformistes ! Et bien d'autres symboles ont été galvaudés.

R. D. : *quelles ont été les réactions dans les discussions en novembre 1998 en Allemagne lorsque tu y as fait des réunions et des conférences ?*

C. B. : j'ai été très content des réactions de la plupart des auditeurs. Ils étaient généralement très objectifs et montraient qu'ils m'avaient parfaitement compris. À la seule exception de deux membres du CCI (16), qui n'étaient absolument pas là pour discuter et tenaient seulement – heureusement très brièvement – un discours de propagande en faveur de leur propre organisation qui n'avait rien à voir avec le sujet de mon exposé. Ils ont par la suite publié à ce propos dans leur journal un très long article où les mensonges ne manquent pas.

R. D. : *quelles sont, à ton avis, les positions communistes de conseils qui ont été confirmées, et celles qui ont été infirmées, par l'histoire et le passé ?*

C. B. : je pense que la question de la confirmation ou non des positions communistes de conseils par l'histoire n'a aucun sens. Il ne s'agit pas de plus ou moins bonnes positions mais d'analyse, d'une analyse de la réalité où nous avons toujours à faire à un processus. Et l'analyse atteint de meilleurs résultats selon que le processus évolue.

R. D. : *quelles sont d'après toi les raisons pour lesquelles le communisme de conseils est resté jusqu'à aujourd'hui sans véritable influence ? Qu'en est-il du mouvement communiste de conseils aujourd'hui ?*

C. B. : si on partage les conceptions des groupes d'avant-garde telles qu'elles s'expriment par exemple dans la devise léniniste : « Sans théorie révolutionnaire, pas de pratique révolutionnaire (17) », on peut penser que les idées du communisme de conseils auraient pu avoir plus d'influence qu'elles n'en ont. La réalité est tout autre. En fait il n'y a aucune théorie pure de toute pratique ; la théorie s'appuie sur une pratique, c'est-à-dire des faits. Ce ne sont pas telle ou telle théorie ou tel ou tel point de vue qui influencent la réalité, mais le contraire. C'était aussi exactement la ligne de conduite de Marx et Engels.

Je ne conçois pas le communisme de conseils comme un « mouvement » au sens strict ; d'après moi, c'est le mouvement des travailleurs qui est important, et celui-ci découle de leur position sociale, qu'ils aient connaissance des idées communistes de conseils ou non. Ils ne luttent pas à cause de ces idées, mais parce que le capitalisme les y oblige.

(16) Courant communiste international ; groupe qui publie en France le mensuel *Révolution internationale* et une revue théorique trimestrielle, *la Revue internationale*. Le CCI décline ses écrits dans plusieurs pays en plusieurs langues. (NdT.)

(17) « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. », in Lénine, *Que faire ?*, Editions sociales/Ed. du Progrès, 1979, p. 46. (NdT.)

R. D. : *comment jugez-vous la situation actuelle en tant que communistes de conseils ?*

C. B. : la situation actuelle est bien évidemment un moment d'un processus. Tout ce que je peux dire, c'est que j'ai vu les luttes de classes se modifier continuellement depuis cinquante ans. Pour prendre un exemple parmi tant d'autres, il y a cinquante ans les occupations d'usine étaient tout à fait différentes de celles d'aujourd'hui.

R. D. : *comment vois-tu les perspectives de la gauche à la fin du XX^e siècle ? Les communistes de conseils sont-ils intéressés à collaborer avec d'autres groupes ? Si oui, dans quels domaines et sous quelles conditions ?*

C. B. : la réponse dépend naturellement de ce que l'on entend par « gauche » ? Si l'on entend par là tous ces groupes qui se considèrent comme l'avant-garde du prolétariat et se prennent pour ses éducateurs, la réponse est simple : il n'y a aucune perspective ! Pour la classe ouvrière, au contraire, il y a une perspective, que l'on en ait ou non une notion claire : c'est la révolution, que le capitalisme engendre inévitablement. En ce qui concerne les avant-gardistes, je ne vois pas l'utilité de collaborer avec eux.

(18) Voir en français
Marinus van der Lubbe,
*Carnets de route de
l'incendiaire du
Reichstag*, éd. Verticales,
2003 ; Nico Jassies,
*Marinus van der Lubbe et
l'incendie du Reichstag*,
Éditions antisociales,
2004 (ainsi que plusieurs
textes sur
<http://www.editionsantisociales.com/marinus-van-der-lubbe.php>) ;
et deux textes d'Anton
Pannekoek, « L'Acte
personnel » et « La
Destruction comme
moyen de lutte », in
Échanges n° 90
(printemps-été 1999),
p. 61. (NdT.)

R. D. : *parlons de Marinus van der Lubbe. Il a voulu tirer la classe ouvrière de son apathie en incendiant le Reichstag (18). N'était-ce pas en quelque sorte se substituer à elle ? Le KAPD, avec son putschisme, n'a-t-il pas lui aussi souvent agi à la place des travailleurs ?*

C. B. : je n'ai jamais douté des sentiments sincèrement prolétariens de Van der Lubbe. Ce qu'il attendait, ou espérait, de son action était à mon avis illusoire. Quant au KAPD, je suis loin d'être certain qu'il se soit substitué à la classe ouvrière avec son prétendu « putschisme ». J'aimerais bien que l'on me donne des exemples.

R. D. : *qu'entends-tu par « action directe » ?*

C. B. : à vrai dire je n'utilise jamais cette expression. Je parle plutôt d'actes spontanés ou de ce qu'on appelle actions « sauvages » ou grève « sauvage ».

R. D. : *que recommanderais-tu à des lecteurs ou des lectrices convaincus par tes explications ?*

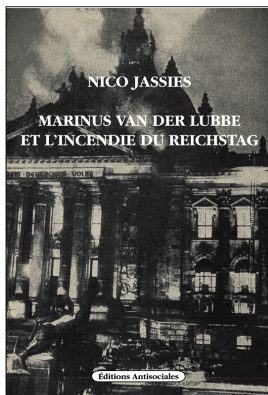
C. B. : tout ce que je pourrais leur dire, c'est : « Laisse

tomber toute illusion. Garde-toi de tout mythe. » C'est le fil rouge de ma pensée.

R. D. : *un dernier mot...*

C. B. : je suis curieux de savoir ce que vous pensez de notre discussion.

Traduit de l'allemand par Jean-Paul Vilaine



ÉCHANGES

N° 90 — Printemps-été 1999 — 15 FF
bulletin du réseau
« Échanges et mouvement »

À PROPOS DE LA GUERRE DANS LES BALKANS. Notre essai
« En la qualité », p. 3 • **Colloques allemands sur le Kosovo**, p. 9 • **Sources
documentaires**, p. 20 • **Faut-il la guerre**. *Sept positions associées*,
trotskyste, marxiste-léniniste, etc.), p. 24

HONGRIE. **Pozsgor** « *Letters from Hungary* » a décidé
de voter de gauche, p. 29
VIETNAM. **Le Néronskisme**, p. 33

Documents, p. 38 (Sur les prisons américaines, p. 38 • **Travail, luttes
et syndicats**, p. 40 • **Enseignement**, p. 41) • **Publications**, p. 42

THÉORIE. **Correspondance, positions et divergences (suite)** ;
réactions, p. 45 • **À propos des « Hommes véritables »**, p. 52

• **Publications**, p. 53
Anton PANNEKOEK. **L'acte personnel**, p. 61 • **La destruction
comme moyen de lutte**, p. 63 (Réflexions après l'incendie de Reichstag
par Marinus Van Lubbe)

Notes de LECTURE. « **La République des conseils de Bavière** »
et « **La Société libre de l'État** », d'Erich Mühsam, p. 89, 2^e C
• **Et si la loi internationale de monnaie n'est pas ?**, une réponse
de Gilles Dauvé, page 57 >



THÉORIE. **Correspondance, positions et réactions**, p. 45 • **À propos des « Hommes véritables »**, p. 52
• **Publications**, p. 53
Anton PANNEKOEK. **L'acte personnel**, p. 61 • **La destruction
comme moyen de lutte**, p. 63 (Réflexions après l'incendie de Reichstag
par Marinus Van Lubbe)
Notes de LECTURE. « **La République des conseils de Bavière** »

Die Bewegung wird gemeinschaftlich geleitet von der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands und der Unabhängigen sozialdemokratischen Partei Deutschlands.

Arbeiter, Soldaten, sorgt für Aufrechterhaltung der Ruhe und Ordnung.

Es lebe die soziale Republik!

Der Arbeiter- und Soldatenrat.

LA FORMATION DU COURANT COMMUNISTE DE CONSEILS

LE TEXTE CI-DESSOUS EST LA RETRANSCRIPTION d'entretiens que Cajo Brendel a eu à Paris en 1986, avec Jean-Charles Moreau et Anne Simon. Ces trois personnes se connaissaient déjà et Cajo a accepté le projet des deux autres d'enregistrer son témoignage sur la formation du courant communiste de conseils dans les milieux allemands et hollandais de l'entre-deux-guerres. La question de départ était de comprendre l'histoire du sous-bassement théorique qu'est la référence au communisme de conseils et sa pertinence à l'époque de l'entretien.

En 2017, Anne Simon a fait transférer les enregistrements des cassettes audio en fichiers numériques, puis elle a saisi les entretiens. La forme parlée de Cajo a été volontairement gardée dans la transcription. La numérotation des textes correspond à l'ordre des entretiens tels que saisis sur les plages audio et repris dans les fichiers numériques.

I

En 1920, ni en Allemagne ni en Hollande, le parti communiste [*de conseils*] n'existait. En Allemagne, il y avait [*dans le PC créé en 1918*], deux courants, les partisans de Rühle – les gens de Berlin –, et les autres, le courant de Essen. Les gens de Berlin étaient plus souples que les autres, qui étaient très dogmatiques. Ces deux courants existaient déjà dans les années 1920. En Hollande existaient aussi ces deux courants, mais le groupe des communistes internationalistes hollandais, auxquels appartenaient Pannekoek (1), Canne Meijer (2) et d'autres, se développait de plus en plus dans la direction des gens de Berlin. L'autre courant était resté sur les anciennes positions qu'avaient les deux partis en Allemagne et en Hollande, au début : tous les deux étaient anti-parlementaires et antisynдикаux. La différence entre ces deux courants portait sur deux questions : la lutte pour les augmentations de salaire était, pour le courant de Essen, dépassée ; les ouvriers devaient lutter pour une autre société. Alors que le groupe de

(1) Anton Pannekoek (1873-1960) : astronome, astrophysicien et militant marxiste néerlandais, il participa au développement du mouvement communiste aux Pays-Bas et en Allemagne et devint dans les années 1920 une figure du communisme de conseils opposé aux conceptions de Lénine. Voir *infra*, p. 4.

(2) Henk Canne Meijer (1890-1962) : figure historique, avec Pannekoek, du mouvement des conseils hollandais. Ouvrier métallurgiste, puis enseignant, il participa en 1921 à la parution de *L'Ouvrier communiste*, organe du Communistische Arbeiders Partij en Hollande. Biographie sur <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1058> Il mit en forme les *Fondements de la production et de la répartition communistes* de Jan Appel (voir p. 3 n. 1) et écrivit «La Formation d'un nouveau mouvement ouvrier» (voir p. 28 n. 9). En 1938 il publia *Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921*, trad. fr. Échanges et Mouvement, 2007.

Berlin était plus souple, avait plus de compréhension de la réalité du développement des luttes ouvrières. Les deux parties avaient les mêmes positions au début, mais il y avait une différence entre les deux courants sur la position du parti. La gauche allemande au début était contre toute action parlementariste. Mais ils croyaient tous les deux en la nécessité d'un parti, pas parlementaire, mais qui avait pour rôle de créer une conscience révolutionnaire et de former une avant-garde révolutionnaire. La position [du courant d'Essen] sur la lutte matérielle des ouvriers était très dogmatique. Au début, les deux partis, en Hollande et en Allemagne, étaient très dogmatiques. Mais de plus en plus, chez des membres du KAPD (3) et du KAPN (4) en Allemagne et en Hollande (les Berlinois et Otto Rühle), se développait une autre conception. Rühle disait que *La révolution n'est pas une affaire de parti*, dans sa brochure portant ce titre. Les Berlinois et les communistes internationalistes, en Hollande, disaient que le groupe d'Essen avait une position qui était utopiste, loin de la réalité.

(3) KAPD : voir p. 7.

(4) KAPN : voir p. 7.

(5) GIK : Gruppe internationale Kommunisten, groupe hollandais qui apparaît en 1927 avant de devenir dans les années 1930 une référence du mouvement des conseils. Voir *Le Groupe des communistes internationalistes en Hollande, souvenirs personnels des années 1934-1939*, de Cajo Brendel, dans le recueil d'Anton Pannekoek *Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite*, Échanges et mouvement, 1998. et sur <http://www.mondialisme.org/spip.php?article962>

(6) De juin à septembre 1932 éclatèrent une grève des mineurs, puis une grève générale, dans la région belge du Borinage. La grève des mineurs connut une nouvelle phase, et des conflits perdurèrent jusqu'à une nouvelle grève générale en 1936.

Il y avait une autre différence : au début des années 1930, les communistes internationalistes et Rühle, avec leur position sur la révolution russe, avec la brochure de Gorter... toute la *Lettre ouverte au camarade Lénine*, visent à le convaincre que sa position sur la lutte des ouvriers occidentaux est fautive et qu'il doit changer.

Lorsque je rencontre ces deux ouvriers qui appartenaient au GIK (5), et que je rentre au GIK, le GIK développe d'autres positions. C'était une époque (début des années 1930) où des luttes se développaient en Hollande qui influencèrent mes opinions, sur le développement de la société, sur l'URSS, le marxisme... C'était le moment où l'URSS entraînait dans la Société des Nations, c'était une période très vivante. Je discutais avec les membres du PC, on discutait et on se battait avec eux. Les membres du PC défendaient tout virage de Staline, d'autres disaient que c'était une politique idiote, Lénine lui-même avait dit que la Société des Nations était une société de brigands. On ne se battait pas seulement avec les membres du PC mais avec les trotskystes aussi. Nous disions que Staline était l'héritier logique de tout ce qui s'est passé en Russie dans les années précédant sa montée au pouvoir.

En ce temps-là, en Belgique et en Hollande, des grèves intéressantes (6) montraient comment l'opinion des ouvriers pouvait changer au cours de la lutte. C'était pour nous très instructif : cela montrait que des opinions qu'on pouvait avoir avant la lutte pouvaient disparaître pendant la lutte, cela nous montrait aussi

comment au cours d'une lutte les ouvriers devenaient de plus en plus en conflit avec la société capitaliste actuelle et que par leurs revendications sur des points concrets, sur la vie de tous les jours, ils étaient amenés à aller plus loin que ce qu'ils pensaient au début de la lutte (c'était la position des Berlinoises).

Dans ces années-là, deux événements ont profondément influencé les communistes de conseils : c'était l'expérience du Front populaire en France entre 1934 et 1938 et la révolution espagnole. Cette dernière leur a permis de décrire à partir d'expériences concrètes ce qui nous distinguait du syndicalisme révolutionnaire et des anarchistes. De plus en plus, un courant dans le groupe pensait que les illusions des anarchistes en Espagne étaient des illusions. D'un autre côté, on avait une opinion commune : mis à part le pouvoir militaire énorme de Franco, on pensait que la politique des communistes en France, des stalinienis qui voulaient surtout ne pas offenser les démocraties bourgeoises de l'Europe occidentale, c'était la mort de la révolution espagnole, ce qui nous renforçait dans notre opinion sur la position sur l'URSS. D'un autre côté on critiquait énormément la position du Front populaire qui défendait le capitalisme progressiste français, mais en même temps, nous étions très admiratifs et impressionnés par les occupations d'usines en juin 1936 en France. On a écrit beaucoup d'articles là-dessus, en référence aux sociologues de la bourgeoisie qui disaient que l'occupation [*des usines*] était une attaque à la propriété alors que l'occupation c'était pour éviter aux ouvriers d'être mis en lock-out par les patrons.

Mais on voit, là encore, qu'en fait l'importance d'une lutte va bien au-delà de ce que pensent ceux qui luttent. À une autre échelle, il y avait les luttes aux Etats-Unis, surtout pour organiser ceux qui ne l'étaient pas encore. Gompers (7) avec l'AFL (8) organisait seulement une élite ouvrière. Le CIO (9) voulait tout autre chose. Le capitalisme américain était entré dans une nouvelle phase où il fallait une organisation ouvrière qui réellement les représente et permette aussi de contrôler les ouvriers. En ces temps-là, la guerre se préparait déjà. Pendant cette période, nous le groupe du GIK, depuis quelques années n'étions plus d'accord avec la nécessité d'un parti. On pensait que c'était dans la lutte que s'organiseraient et se formeraient les organisations de lutte, ce qui signifiait tout autre chose que ce que pensaient le KAPD et le KAPN au début.



Otto Rühle.

(7) Samuel Gompers (1850- 1924) fut pendant trente-huit ans président de la Fédération américaine du travail (AFL). Selon lui, le rôle des syndicats consiste à exercer de l'influence dans les structures politiques traditionnelles sans jamais s'y impliquer directement. Gompers mit ainsi toute son énergie à combattre l'idée de former un parti ouvrier. Le « gomperisme » vise à s'intégrer au monde capitaliste et à en tirer avantage plus qu'à le combattre.

(8) AFL : American Federation of Labour (Fédération américaine du travail).

(9) CIO : Congress of Industrial Organizations (CIO, Congrès des organisations industrielles),

confédération syndicale nord-américaine issue d'une scission de l'AFL en 1938. Les deux confédérations se réunissent en 1955 pour former l'AFL-CIO.

Pendant la guerre, j'étais complètement isolé de mes camarades, car je vivais dans une partie de la Hollande occupée par l'armée, (les autres vivaient à Amsterdam). Mes camarades ont collaboré avec des trotskystes, qui s'éloignaient de plus en plus du trotskysme (parti ouvrier révolutionnaire socialiste qui s'était développé vers des positions conseillistes). L'ancien parti trotskyste cessait alors d'exister en Hollande. Le rapprochement entre les conseillistes et les anciens trotskystes a conduit vers la fusion des deux : on ne voyait plus alors la différence entre les deux courants. Les anciens trotskystes laissaient tomber leurs idées précédentes.

Ils laissaient tomber aussi l'idée que les ouvriers devaient s'organiser dans les syndicats. De plus en plus il devenait très clair que les anciens syndicats sociaux-démocrates et réformistes étaient du côté des employeurs : les luttes sauvages qui s'étaient déjà développées avant la guerre devenaient de plus en plus fréquentes après la guerre. Ils acceptaient aussi l'idée que, au lieu du parti et du syndicat, les conseils créés par les ouvriers en Allemagne juste après la guerre étaient plus favorables que l'idée de s'organiser dans un parti. Telle était la situation en 1945. En Hollande, il y avait de grandes luttes sauvages, surtout dans le port de Rotterdam, chez les dockers. Les salaires étaient très bas. Les dockers ne comprenaient que trop bien ce que signifiait la restauration de l'économie dans le port, complètement détruit par les Allemands. Les Allemands avaient détruit beaucoup de moyens de transport, la Hollande était en ruine. Le désir d'une restauration rapide leur donnait une position de force. Alors le PC hollandais envisagea la même chose que les PC français et belge (qui avaient des ministres au gouvernement). En Hollande, le PC avait offert au premier cabinet d'après-guerre de mettre subitement fin à la grève des dockers, en échange de la nomination de ministres communistes dans le gouvernement. J'ai des photocopies d'une lettre (restée secrète) que le leader du syndicat communiste a écrite au conseil des ministres. C'était moins facile à faire que ce qu'ils imaginaient. Leurs efforts pour mettre fin à la grève étaient visibles pour tout le monde. Le syndicat communiste scissionna alors.

Dans le groupe Spartacus [*de Hollande*], la majorité commença à collaborer avec un syndicat qui s'était formé dans le port de Rotterdam (10), qui rejetait la direction communiste, qui se basait sur les commissions d'usine. Le syndicat indépendant qui se forma était à la fois un syndicat mais aussi autre chose : en même temps une sorte d'organisation composée de comités d'usine d'une certaine branche et d'autres branches. On a collaboré avec ça pendant cinq ou six ans. Le syndicat communiste a cessé d'exister peu à peu, car

(10) « Les éléments les plus activistes du Bond [...], très présents dans le milieu prolétarien de Rotterdam, lors des grèves du port, avaient contribué à la construction d'un petit syndicat, l'EVB (Union syndicale unitaire), né de la lutte. (...) le Bond, lors de son congrès des 24-26 décembre 1945, accepta de travailler dans l'EVB. » D'après https://fr.internationalism.org/rinte39/contrib.htm#_ftnref1

il essayait d'être reconnu. Il n'appartenait pas au mouvement syndical officiel social-démocrate, et celui-ci ne le reconnaissait pas. L'autre syndicat qui avait provoqué l'intérêt des conseillistes se transformait peu à peu, se comportant peu à peu comme tout syndicat voulant participer aux négociations officielles, sacrifiant progressivement la lutte ouvrière aux intérêts de leur organisation. À un certain moment, les adhérents étaient en grève, les entrepreneurs du port de pêche ont appelé à l'aide la justice, les pêcheurs ont continué la grève, le syndicat a cessé de les soutenir, appelant à la reprise, la grève devenait sauvage. L'importance de ce syndicat a alors diminué.

Tout cela a obligé les conseillistes à préciser leur position sur le syndicalisme. En France, la position rigide de ce courant d'Essen dont j'ai parlé au début était représentée par le courant Révolution internationale qui faisait de la propagande pour dire aux ouvriers de quitter les syndicats ; ce courant existait en Hollande. Cette opinion a toujours existé. Nous avons alors développé l'opinion qu'on ne peut pas faire une division stricte entre lutte sauvage, syndicale, critique... Une division nette et stricte sur ce terrain-là est impossible. Il y a des grèves d'apparence officielle dirigée par un syndicat, où malgré tout, les ouvriers agissent de façon qui dépasse ce qu'un syndicat peut se permettre ; des grèves peuvent avoir l'apparence d'être sauvages mais elles ne le sont pas. On l'a vu avec la grève des mineurs en 1972 en Angleterre. En Hollande, on le voit aussi. En Belgique, aujourd'hui, le syndicat des mineurs ne voulait pas lutter, mais sous la pression de la base, il s'est trouvé obligé de proclamer la grève (11). À un certain moment de la lutte, le syndicat dit aux grévistes : « On veut bien payer tous les jours où vous avez lutté sans être reconnus par nous, sous une condition : que maintenant vous repreniez tout de suite le travail. »

Nous nous sommes donc éloignés de toute position dogmatique. [Le groupe] Révolution internationale nous reprochait de nous être éloignés des positions conseillistes. Ils sont restés sur les positions du KAPD de 1920 en disant que c'était là, la vraie position conseilliste. La réalité nous oblige à évoluer. Quand on nous dit « vous n'êtes plus conseillistes », depuis longtemps je pense que les étiquettes ne servent plus à rien, sinon à diviser, à caricaturer. L'étiquette ne compte pas. Ce que nous pensons de la réalité actuelle seule compte, avec des arguments pris sur des



Affiche du Revolutionary Socialistische Partij (RSAP) parti anti-stalinien créé par Henk Sneevliet en 1929.

(11) « L'immense majorité des 20 000 mineurs des Charbonnages du Limbourg, en Flandre, ont décidé, lundi 21 avril, une grève totale et illimitée (...) En novembre 1985, une grève générale, qui s'était prolongée pendant près d'une semaine, avait déjà paralysé les mines du Limbourg » (d'après *Le Monde* du 23 avril 1986).

exemples de la réalité. Un mouvement qui s'appelle conseilliste est forcé de changer avec la réalité. Toujours la réalité oblige à nous demander dans quelle mesure les idées d'hier sont encore valables pour aujourd'hui ou pour demain ?

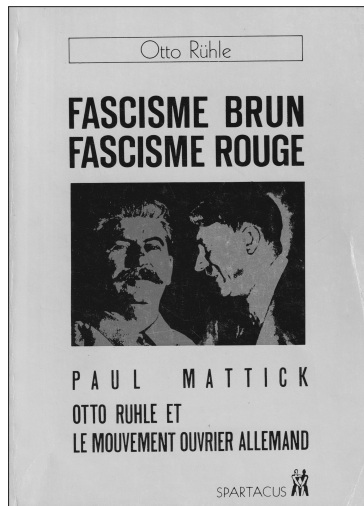
II.

Il y a sûrement des conseillistes qui ne sont pas d'accord avec moi, sur ce point-là. Je ne prétends pas avoir la « vraie » position conseilliste. Parler du vrai marxisme, de vrai trotskysme, vrai bolchévisme, du vrai conseillisme, est destructeur pour toute activité et pour le mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier change de plus en plus. Dès le début des années 1930 Canne Meijer a publié « Le Nouveau Mouvement ouvrier (12) », où il dit en conclusion qu'il y a une différence à un certain moment entre l'ancien mouvement ouvrier traditionnel et le mouvement des ouvriers ; il distinguait très nettement ces deux termes. Ce nouveau mouvement, non dirigé par une avant-garde, est le vrai mouvement qui transformerait la société, c'est un mouvement de la base, rompant avec la hiérarchie bourgeoise. Je ne sais pas ce qu'ils pensent en Allemagne. Les conseils tels qu'ils s'étaient formés à Pétrograd [en 1917], c'était autre chose que ce qu'on imagine quand on parle des conseils ouvriers aujourd'hui. Si on regarde bien l'histoire, les conseils en Russie étaient formés par des gens qui appartenaient à des partis, tant pour tel parti, tant pour tel autre, en fonction de l'importance de chaque parti ; il y avait peu d'ouvriers. De plus en plus on dit que c'était une bonne organisation pour la révolution de 1917, qui a bien fonctionné. Aujourd'hui, quand on les regarde, ça ressemble plus à un comité de grève, plus pragmatique, en fonction des besoins d'une lutte.

Parmi les conseillistes, on peut voir les tentatives de certains (Belgique, Italie...) de maintenir après la lutte le comité de grève ou l'organisation de la lutte vivant, de faire d'une organisation de lutte formée pour des buts restreints une organisation permanente. De telles tentatives sont déjouées plus ou moins tôt. On pense, au contraire, que les organisations qu'on a eues pendant une grève renaîtront, reprendront leurs fonctions. Dans une période calme, on voit des divergences entre les ouvriers, il n'y a pas une opinion commune. Mais dès qu'une lutte commence les différences idéologiques disparaissent, une unité se forme avec les besoins de la lutte. Contrairement à ce que pensaient les conseillistes du début des années 1920, l'unité n'est pas une précondition pour la lutte, mais, au contraire, c'est la lutte qui produit cette unité. Nous nous

(12) « Das Werden einer neuen Arbeiter Bewegung » (La Formation d'un nouveau mouvement ouvrier, *Rätekorrespondenz*, cahier 8/9, avril-mai 1935, et <http://www.left-dis.nl/d/arbeweg.htm>) de Henk Canne Meijer, constitue les thèses du GIC.

basons sur certains passages de Rosa Luxemburg dans sa brochure *Grèves de masses, partis et syndicats*. Nous pensons aussi que Rosa Luxemburg a eu une influence déplorable dans la révolution allemande, alors qu'on nous chantait son héroïsme. On a lu à un certain moment le livre d'Otto Rühle, un des premiers (avant Pannekoek et Gorter) du conseillisme à avoir perdu ses illusions sur Lénine. Il appartenait à une délégation qui avait été envoyée en Russie par le KAPD au 1^{er} Congrès de l'Internationale communiste. Il a écrit un livre que j'approuve critiquant les événements allemands de la période 1918-1920 où il critique Rosa Luxemburg : *Fascisme brun, fascisme rouge*. Rühle est un de ceux qui a toujours évolué et qui est prêt à reconnaître ce qui reste juste des idées du passé, ce qu'il faut laisser tomber. Il faut toujours rester vivant et attentif. C'est cela le développement du mouvement conseilliste dans lequel je me trouvais. Tandis que Révolution internationale et la gauche italienne qui a publié en français *Invariance* sont restées très proche des positions d'autrefois.



J.-C. M. : *j'aimerais en savoir beaucoup plus.*

C. B. : Pannekoek a admis une fois : « Je suis plus ou moins un intellectuel, j'ai peu de contact avec les ouvriers, et vous [le groupe Spartacus] vous avez plus de contacts avec la lutte telle qu'elle existe. » Je crois qu'il a cessé d'être social-démocrate entre les années 1911 et 1913. Il se trouvait alors à Brême, situation idéale pour observer ce qui se passait chez les ouvriers. Il y avait alors à Brême deux choses importantes : un groupe de gauche autour de la personne de Johann Knief (13), qui avait déjà, comme social-démocrate, des idées radicales qui se distinguaient de celle de la bureaucratie, une tendance qu'on peut retrouver plus tard dans le conseillisme allemand. Il y avait aussi, dans les années 1911-1913, de grands mouvements de lutte à Brême et aussi en Angleterre : grandes grèves sauvages, à Brême des chantiers navals et en Angleterre des cheminots et des mineurs. Pannekoek a écrit sur les mouvements de Brême. Les mouvements se développaient de façon tellement impressionnante. Pour Pannekoek, c'était le moment où il se positionnait contre les thèses du mouvement social-démocrate, contre Kautsky. C'étaient les grands débats sur les grèves de masse. Il était largement influencé par le groupe de Johann Knief. C'est là, à Brême, l'origine, le berceau du conseillisme allemand. Depuis ces années-là, Pannekoek s'est

(13) Johann Knief (1880-1919), militant de l'extrême gauche du SPD, puis de la Ligue Spartakus, était en prison depuis janvier 1918 lorsque la révolution de novembre le libéra. Il créa alors à Brême, où il vivait, une Internationale communiste (Internationale Kommunisten Deutschland) sans pour autant vouloir se rendre au congrès de fondation du KPD, car il était favorable à la participation aux élections (comme Liebknecht et Luxemburg), contre la majorité des délégués. Il participa à la fondation de la République des soviets de Brême en janvier 1919. De santé défaillante, il meurt en avril 1919.

(14) Jan Appel (1890-1985), travaille dans les chantiers navals de Hambourg. En 1914, il appartient à l'aile gauche du SPD. Puis il participe à la fondation du Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus) (KPD[S]) en décembre 1918-janvier 1919. Il sera des scissionnistes créant le Parti ouvrier communiste d'Allemagne (KAPD). Voir <http://www.mon.dialisme.org/spip.php?article1058>

(15) Franz Jung (1888-1963) raconte, dans ses Mémoires (*Der Weg nach Unten*, trad. fr. *Le Scarabée-torpille*, Ludd, 1993, rééd. *Le Chemin vers le bas*, Agone, 2007) comment le KAPD décida d'envoyer une délégation à Moscou, afin de défendre ses conceptions devant le Komintern. Embarqué avec Jan Appel (1890-1985) et le matelot Hermann Knüfken (1893-1976) sur le vapeur *Senator Schröder*, en route pour l'Islande, ils le détournèrent vers Mourmansk (Russie) où ils arrivèrent le 1^{er} mai 1920.

(16) Jung, Appel et Knüfken ont été condamnés pour « piraterie en haute mer ». Incarcéré à son retour en Allemagne, Jung a été libéré début 1921 grâce au paiement d'une caution. Appel, arrêté en novembre 1923, a subi une peine de prison de deux ans (1923-1925) ; c'est à partir de 1926 qu'il milite au sein du Groep Internationale Comunisten (GIC). Knüfken, arrêté lui aussi à son retour en Allemagne, condamné à

trouvé à l'extrême gauche du mouvement social-démocrate. Il critiquait sévèrement tout le mouvement social-démocrate et évoluait dans une autre direction que l'aile gauche de la social-démocratie allemande, qui restait quand même social-démocrate. La position social-démocrate était que, pour former une société nouvelle, il était suffisant de transférer les moyens de production entre les mains de l'État. Cette position était mise en doute par Pannekoek.

Jan Appel (14) a écrit le récit de sa vie (neuf pages) : il venait d'une famille social-démocrate. Très jeune, à la fin de la guerre, il avait 16 ou 17 ans. En Allemagne s'était formée la Ligue spartakiste. Il a adhéré à la jeunesse de cette ligue. Dans le mouvement communiste allemand, Jan a choisi le KAPD, critiquant le KPD à cause de ses positions parlementaristes. Il a été choisi par le KAPD pour aller en Russie pour convaincre Lénine que sa position défendue dans *La Maladie infantile du communisme* était fautive. Pour venir en Russie, il s'est emparé d'un navire avec deux autres. C'était une insurrection maritime, crime grave, ils ont traversé la mer Baltique et sont arrivés alors en Russie et sont ensuite allés en train à Moscou (15). Par la suite Appel devait vivre clandestinement. Il organisait des groupes du parti communiste en Allemagne, son identité a été découverte. Il risquait la prison et s'est enfui (à vérifier, s'il a fait ou non de la prison, ma mémoire me fait défaut [16]). Il avait préparé un manuscrit qui a joué un rôle très important dans le mouvement conseilliste : *Fondements de la production et distribution communiste*. Il arriva en Hollande et publia ce texte avec Canne Meijer. La première publication fut en allemand (1930) et après en hollandais (17). Pannekoek était d'accord avec ce texte. L'autre courant (resté sur les positions du KAPD) a critiqué ce texte énormément. Appel est venu en Hollande, fin des années 1920 ou début des années 1930, au moment où déjà tout ce qui se passait en Hollande était consacré à l'analyse, la compréhension des années révolutionnaires en Allemagne.

On se consacrait à la question : comment le mouvement révolutionnaire [*de 1918*] qui avait commencé avec la mutinerie des marins... comment Noske (18) et les autres avaient-ils pu s'en emparer ? Le plus important, le plus décisif dans cette période, pour nous, c'était l'insurrection des ouvriers de la Ruhr. On croyait que c'était le sommet de la période révolutionnaire en Allemagne. Au début les ouvriers de la Ruhr étaient victorieux, la tentative de supprimer ce mouvement par la Reichswehr (c'était une armée limitée : pas plus de 100 000 soldats, ce que les Alliés avait consenti) avait échoué. La révolte dans la Ruhr avait commencé

comme une contre-offensive contre le putsch de Kapp (19). La social-démocratie et le KPD avaient signé un accord avec le gouvernement social-démocrate. Le KAPD n'avait pas participé, pas signé, mais a demandé après le traité aux ouvriers de rendre les armes. Le gouvernement a donc demandé aux ouvriers de rendre les armes qu'ils avaient prises lors de l'assaut des casernes. Une fois les armes rendues, l'armée allemande entra dans la Ruhr et ce fut une persécution incroyable. Cela signifiait une telle défaite de la classe ouvrière allemande qu'elle ne pouvait pas s'en relever pendant des années. L'analyse que nous avons faite : la prise du pouvoir par Hitler était plus ou moins la réponse de l'extrême droite au choc que ce mouvement et cette puissance ouvrière des années 1920 avait produite, car, après la défaite de la Ruhr, il y eut encore des insurrections dans le centre de l'Allemagne, à Hambourg... Quand on compare cela à la révolution de février 1848 en France, la révolution se développe, atteint un sommet, puis une défaite complète et la réaction s'installe.

Après la prise du pouvoir par Hitler, en 1933, la question a été : comment cela a-t-il été possible ? Ce n'était pas seulement un acte de vengeance. Toutes les organisations ouvrières étaient complètement détruites. Au début cela a causé un tel désarroi intellectuel... On [*le GIK*] donnait des réponses diverses. À la fin on est tombé d'accord pour dire que c'était la réponse du capital allemand au problème de la crise et du chômage.

Tout cela se passait quand j'avais dix-huit ans. Tous les intellectuels, théoriciens se trouvaient dans leur jeunesse dans la social-démocratie comme Pannekoek, Canne Meijer, Gorter, il y avait beaucoup d'instit's, ils écrivaient des analyses diverses... en même temps, dans ce cercle plus ou moins « intellectuel », on publiait des études marxistes, des analyses sur le caractère de la révolution russe, les thèses sur le bolchévisme, sur le développement du capitalisme, sur la crise, en rapport avec la publication d'un livre, de Grossman : « La Loi de l'accumulation et de l'effondrement du système capitaliste » (20) qui a joué un grand rôle dans notre milieu à ce moment-là. Il y avait un autre Allemand, déjà émigré aux États-Unis, Paul Mattick (21), surtout en contact avec Canne Meijer, qui avait une autre opinion que Pannekoek sur le livre de Grossmann. Ils discutaient tous les deux. Le GIK publiait une revue en hollandais [*Persmateriaal van GIK*] et [*à partir de 1934*] en allemand, *Räte Korrespondenz*. Je suis rentré dans le groupe, j'avais dix-huit ans. Canne Meijer ne m'a jamais raconté comment la distribution illégale en Allemagne se faisait, je me serais dit : « Il est bien fou. »

cinq ans en mai 1921, sera relâché en 1923.

(17) En français : *Les Fondements de la production et de la distribution communiste*, voir p. 3, n.1.

(18) Noske (1868-1946) : député social-démocrate (SPD), il vote les crédits de guerre en 1914. En 1918, il capte la confiance des conseils ouvriers puis, nommé gouverneur de Kiel, il réprime durement l'insurrection, comme il le fera à Berlin en janvier 1919, ordonnant l'assassinat de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

(19) Putsch de Kapp : en mars 1921, une tentative de coup d'État menée par l'extrême droite fut mise en échec par une grève générale appelée par les syndicats et les partis de gauche et d'extrême gauche.

(20) Henryk Grossmann : *Das Akkumulations- und Zusammenbruchsgesetz des kapitalistischen Systems (Zugleich eine Krisentheorie)*, 1929, jamais traduit en France, où l'on doit se contenter des résumés qu'en a fait Paul Mattick dans *Crises et théorie des crises*. Voir <http://www.palim-psao.fr/article-breve-note-sur-henryk-grossmann-marx-et-l-ecole-de-francfort-par-clement-homs-121723294.html> – Les éditions Champ libre ont publié *Marx, l'économie politique classique et le problème de la dynamique* (1975).

(21) Paul Mattick (1904-

1981), adhère lors de la révolution, en 1918, à l'organisation de jeunesse de la Ligue Spartakus (Freie sozialistische Jugend), tout en poursuivant son apprentissage d'ouvrier aux usines Siemens. En 1920, il passe au KAPD. Il restera l'un des représentants théoriques de ce courant après son installation aux États-Unis (1926) où, toujours ouvrier, il militera notamment au sein du syndicat Industrial Workers of the World (IWW). Mattick a animé plusieurs revues dans les années 1930-1940 : *International Council Correspondence*, puis *Living Marxism* et *New Essays*. Par la suite, il s'attachera plus particulièrement à la critique de l'économie politique, publiant *Marx and Keynes, The Limits of the Mixed Economy* (1969, tr. fr. *Marx et Keynes*, Gallimard, 1972) et *Economic Crisis and Crisis Theory*, (1974, tr. fr. *Crises et théorie des crises*, Champ libre 1976). Voir *La révolution fut une belle aventure, des rues de Berlin en révolte aux mouvements radicaux américains (1918-1934)*, texte autobiographique reconstruit à partir d'entretiens de Paul Mattick avec Michael Buckmiller et Claudio Pozzoli, éd. L'Échappée, 2013.

Nous recevions aussi la revue en anglais publiée aux États-Unis par Mattick. Il y avait un certain nombre du groupe GIK qui faisaient un autre travail : la publication d'un journal ronéoté, distribué sous forme de tract au bureau de pointage des chômeurs *Voix de prolos (Proletenstimmen)* à Amsterdam.

III

Ce journal, *Voix de prolos*, portait sur des événements de tous les jours, ce n'était pas un journal théorique, c'était en rapport avec le chômage, on parlait des mesures du gouvernement pour surmonter la crise, pour faire des économies. C'était rédigé d'une façon très simple, avec des exemples que tout le monde pouvait connaître. Et c'était tiré à 1 000 exemplaires. Il comportait douze pages et était distribué chaque semaine par douze ou quinze membres du groupe, qui n'avaient pas de formation théorique profonde ; ils suivaient aussi des cours que Canne Meijer et certains autres donnaient le dimanche matin sur l'histoire du mouvement ouvrier (un peu comme ce que je fais ici). Les cours duraient cinq à six matins de suite. Il y avait un autre type qui ne s'occupait que du *Capital* et donnait un cours là-dessus ; il allait aussi dans d'autres villes qu'Amsterdam, le soir dans la maison d'un ouvrier qui travaillait dans une usine, une laverie industrielle. Les cours ont eu lieu dix soirs de suite (j'y suis allé, c'était près de La Haye). Il était très pédagogue, Canne Meijer aussi et Pannekoek aussi. Canne Meijer s'occupait de problèmes philosophiques, sur la différence entre marxisme et anarchisme.

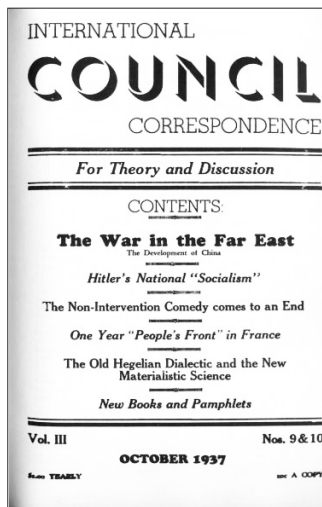
Si des copains allemands écrivaient en allemand dans la revue allemande, c'était Canne Meijer qui les traduisait. La revue de Mattick, c'était *Council Correspondance*. Il y avait souvent les mêmes articles dans *Council Correspondance* et *Räte Korrespondenz*. Lors des distributions de tracts par le petit groupe de *Voix de prolos*, on restait pendant des heures pour discuter avec les gens des problèmes du moment, des problèmes économiques. Celui qui faisait le journal était capable d'en parler longtemps, d'expliquer très clairement. Il avait un style admirable, satirique ; il critiquait par exemple ce que faisaient les dirigeants communistes. En 1935-1936, il y avait deux avocats à la direction du PC, ils ne défendaient pas les ouvriers attaqués par leurs patrons (ça rapportait peu) mais défendaient par contre des criminels qui pouvaient payer. Les ouvriers ache-

taient souvent à crédit et ne pouvaient pas toujours payer les traites : ces avocats-là défendaient le vendeur au détriment des ouvriers. C'est ce genre d'histoires que le journal racontait. Le groupe était de cette façon bien connu.

Ce n'est pas par hasard que les trotskystes s'éloignaient de plus en plus des positions trotskystes, la plupart des membres étaient des ouvriers du bâtiment, des dockers. Parmi eux, l'activité de ce petit groupe (*Voix de prolos*) était connue. Donc ces trotskystes se rapprochaient de plus en plus du groupe des communistes internationalistes. Quand *Voix de prolos* a cessé d'exister, la revue est devenue encore plus théorique, elle était moins accessible. Quand la guerre a commencé en 1939, la situation d'état d'urgence a freiné le travail du groupe. J'ai été alors mobilisé et ne sais pas trop ce qui s'est passé après, je n'avais plus de contact. Juste après [*le début de*] l'Occupation, beaucoup devaient se cacher, ou devenir clandestins.

Après la guerre le GIK avait cessé d'exister, on avait fusionné avec les anciens trotskystes et on s'est appelé groupe Spartacus. Puis il y a eu [*en 1947*] scission dans Spartacus, avec d'un côté les anciens trotskystes et de l'autre les conseillistes du GIK. La première divergence portait sur la position par rapport au syndicat : les trotskystes critiquaient moins que les autres le syndicat indépendant dont j'ai parlé tout à l'heure, ce syndicat basé sur les comités d'usine et qui avait évolué comme les autres syndicats. Ceux qui venaient du trotskysme étaient plus optimistes que nous. Ceux qui avaient été conseillistes avant la guerre pensaient que tout espoir d'une collaboration était impossible. L'autre divergence portait sur la social-démocratie. Ceux qui venaient du GIK pensaient que les idiots de la social-démocratie étaient l'expression politique et culturelle des besoins du capitalisme et reflétaient plus ou moins l'idéologie de « l'État social » (Welfare State « *État providence* »).

La lutte ouvrière allait prendre d'autres formes, dès que le but de la social-démocratie serait plus ou moins atteint, dès que le capitalisme aurait trouvé sa forme moderne et sociale, après la seconde guerre. J'essaie là de définir la position du groupe du GIK : à mon avis, l'importance et la signification de ce groupe réside dans un travail théorique qui signifie une nouvelle approche de la théorie marxiste. Il a élaboré un travail théorique qui se distingue nettement de tout ce qu'ont fait la social-démocratie et le bolchévisme. Il disait que les sources théoriques du bolchévisme



et de la social-démocratie ne sont pas si différentes que ça l'une de l'autre : tous les deux pensaient qu'il suffirait de transmettre les moyens de production entre les mains de l'État pour résoudre tous les problèmes et les contradictions du capitalisme, et que cela mettrait fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Ils ont fait une tout autre interprétation du marxisme que ce qu'il y avait eu jusqu'à maintenant. Les communistes de conseils ont contredit cette position en disant que le vrai problème n'était pas de changer la propriété des moyens de production, de les transférer des mains des capitalistes aux mains de l'État, mais de changer la société de façon à ce qu'il n'y ait plus de vente de la force de travail, ni à des capitalistes privés, ni à l'État. Ils avaient ainsi une tout autre méthode d'analyse.

Les communistes de conseil disaient (pas forcément de façon consciente) que si on voulait analyser avec une méthode marxiste, il fallait rompre complètement avec un travail purement intellectuel, une sorte d'exégèse des écrits de Marx et d'Engels, et se demander comment on pouvait les comprendre de façon raisonnable et logique, par rapport à ce qui se passait réellement dans la société au travers de la lutte des classes. Il fallait regarder si telle ou telle analyse était conforme avec ce qu'on observait dans la société. Souvent les socio-démocrates ne se rendaient pas compte des changements du capitalisme, que ce n'était plus celui du XIX^e siècle, que ces changements étaient rapides. Quelles conclusions pouvait-on en tirer pour la lutte de classe ? C'était un travail que personne, avant le GIK, n'avait jamais entrepris. Ce fut le fil conducteur de leurs actes, ce qui les obligeait en même temps à changer leurs opinions, en fonction de la réalité de la société. Ce travail théorique fut fait sur pas mal de périodes, entre autres, sur



Rosa Luxemburg.

la période de transition du capitalisme au communisme. Leurs conceptions étaient complètement différentes de celles de la social-démocratie ou des bolcheviks.

Dans un certain sens on pouvait dire que les conseillistes étaient les héritiers de Rosa Luxemburg, mais pas complètement, dans le sens où c'était plus élaboré, car ils avaient plus d'expérience de la révolution russe, mais ils étaient plus ou moins les héritiers de cette critique de la révolution russe que Rosa Luxemburg avait élaborée avec la critique du centralisme démocratique. Dès le début, Trotsky a adhéré aux conceptions de Lénine. Rosa Luxemburg avait fait une critique très élaborée. On a fait toute une brochure là-dessus : que veut dire la conception

de Lénine selon laquelle l'État bourgeois doit être remplacé par un État ouvrier ? Cela ne correspond pas à la théorie de Marx.

Quand on regarde le développement de la révolution russe, on peut interpréter Marx d'une certaine façon, ou alors dire que Marx a eu tort. Ce n'est pas un crime. Créer des idoles est un danger pour le mouvement ouvrier. Donc on disait : soit on est d'accord avec une interprétation de Marx qui s'adapte à la réalité, soit, si on ne veut pas faire ça, on doit admettre que Marx s'est trompé. Le GIK a choisi la première attitude, a eu une interprétation du marxisme différente des interprétations du passé, attitude qui était parallèle à celle de Korsch (22), qui, lui aussi, a réinterprété, plus ou moins, le marxisme.

Sur la question de l'abolition de l'État : Lénine dit qu'il faut remplacer l'État bourgeois par un État ouvrier et que c'est longtemps après que l'État va mourir. Le GIK dit que nulle part ce n'est justifié théoriquement dans Marx. Au contraire, après la Commune (dans une nouvelle préface du *Manifeste du parti communiste*), Marx dit que l'histoire nous a montré qu'on avait tort de dire que la classe ouvrière devait s'emparer de l'État, au contraire il faut le détruire. La superstructure de la société bourgeoise reste longtemps en place, même après la destruction de sa base économique. Le GIK disait que la mort de l'État bourgeois ne se produira pas après une période de transition, où existerait un État ouvrier, mais au contraire que l'État bourgeois sera détruit et remplacé par une tout autre structure dans laquelle les producteurs créeront de nouvelles relations au travers de leurs activités dans la production et dans leur vie quotidienne. Les idées, les institutions, les lois... des hommes mourront lentement. On a écrit toute une brochure là-dessus, à partir de la discussion sur le livre de Grossmann, et d'autres articles sur la différence entre marxisme et anarchisme, on a popularisé la philosophie de Dietzgen avec son livre *L'Essence du travail intellectuel humain* (23) annoté par Lénine, c'est très drôle ça.

En faisant ces brochures, on discutait régulièrement avec ceux qui avaient une autre conception du marxisme et du mouvement ouvrier. Après la guerre, on faisait une chose très importante : on essayait de retracer la vraie position de la social-démocratie dans la société bourgeoise. Avec un capitalisme pas encore complètement développé, dans une société où le secteur agricole était encore très important, où la production des marchandises n'était pas encore complète, l'émancipation de la classe ouvrière signifiait en réalité une émancipation/intégration de la classe ouvrière dans la société capitaliste, classe qui s'était constituée comme une sorte

(22) Karl Korsch (1886-1981) Issu d'une famille de la classe moyenne, docteur en droit en 1911, il est en Angleterre lors de la première guerre mondiale le ramène en Allemagne où il est incorporé dans l'armée jusqu'en 1918. Il prend position contre la guerre, rejoint l'USPD puis le KPD. En novembre 1918 il participe à la création du conseil ouvrier de Meiningen (Thuringe). Il enseigne à l'université d'Iéna à partir de 1919. Député à la diète de Thuringe, il est ministre de la Justice d'une éphémère république des conseils en octobre 1923, puis de 1924 à 1928 député au Reichstag. Korsch marque sa rupture avec le léninisme en 1923 avec *Marxisme et philosophie* (1930, tr. fr. Minuit, 1972). Dénoncé par l'Internationale communiste en 1924, il est exclu du KPD en 1926. Il crée alors avec d'autres dissidents un groupe parlementaire, « Linke Kommunisten », qui réunira jusqu'à 15 députés au Reichstag. Il entretient des contacts avec le KAPD. En 1933, Korsch passe en Angleterre, réside au Danemark, puis, en 1936, émigre aux États-Unis où il se consacre à l'enseignement et à la théorie marxienne, bien qu'il préférât se mêler aux luttes de la classe ouvrière. Voir aussi *Karl Marx*, Champ libre 1971, rééd. Ivrea.

(23) trad. fr. Champ libre 1973.

de classe inférieure, qui n'avait pas encore le droit de vote, qui n'avait pas acquis encore tous ses droits de protection sociale, indispensables pour le maintien ou même l'augmentation de la productivité. Dans certains pays, les chefs de la social-démocratie ont lutté pour ça, par la voie parlementaire, ainsi que des patrons progressistes qui ne s'opposaient pas à un tel développement ou plaidaient pour lui : par exemple, des managers progressistes plaidaient pour ces avantages sociaux, pour les congés payés, permettant une meilleure gestion du capital ; ils étaient pour les accords Matignon [juin 1936], pour les congés payés... Ces jeunes managers progressistes montraient dans leurs publications que tout cela était juste en faveur d'une production ininterrompue du capital.

Certains conseillistes ont montré que, avec le Welfare State [« État providence »], la position de la classe ouvrière de ce temps-là était alors différente, parce que tous les conflits d'alors entre ouvriers et capitalistes dépassaient le cadre de la société capitaliste. Plus ou moins, la tâche historique de la social-démocratie et des libéraux progressistes était terminée, ce qui explique que le rôle des sociaux-démocrates se distingue très clairement de leur manière d'agir, de leur propagande. Cette conception de la social-démocratie, plus ou moins comme l'aile gauche et progressiste des entrepreneurs, n'était pas acceptée par tous. En 1964, il y a eu une scission dans la Ligue spartakiste en Hollande. Une des raisons en fut que les anciens trotskystes (et auparavant membres de la social-démocratie) ne pouvaient pas être d'accord avec ça, car c'était à leurs yeux une négation de ce qu'ils avaient été. Les autres ont répondu que comprendre exactement le rôle objectif de la social-démocratie n'était pas une négation de soi, de son passé... mais au contraire signifiait une meilleure compréhension et que c'était un honneur d'avoir entrepris un tel travail pour la destruction de telles illusions (vis-à-vis de la social-démocratie)... C'était une précondition pour bien lutter. À ce moment-là des divergences théoriques commencèrent à apparaître.

(24) Walter Ulbricht (1893-1973), principal dirigeant de la République démocratique allemande (RDA) de 1949 à 1971. Konrad Adenauer (1876-1967), chancelier de la République fédérale allemande (RFA) de 1949 à 1963. Erich Ollenhauer (1901-1963), président du SPD (Parti social-démocrate de l'Allemagne fédérale) de 1952 à 1963.

IV

L'autre chose élaborée du point de vue théorique, c'est venu vers la fin des années 1950 début 1960, c'était en rapport avec l'insurrection des ouvriers de Berlin-Est en 1953. Les ouvriers, des cheminots, avaient fait des graffitis sur les wagons : « Ni Ulbricht, ni Adenauer, mais Ollenhauer (24). » Ce slogan fut l'objet d'une discussion violente dans notre groupe. Certains disaient : les ou-

vriers en lutte ont repris de vieux slogans, donc ils ne sont pas allés plus loin que les vieux slogans de la social-démocratie, cela montre que leur lutte ne signifie pas grand-chose. D'autres disaient : les slogans et les illusions qu'on a, il ne faut pas les prendre à la lettre, cela ne veut pas dire que les ouvriers en lutte veuillent réaliser toutes les idées que la social-démocratie défend. Ils expriment ainsi que leur insurrection signifie pour eux autre chose que ce que la bourgeoisie allemande a réclamé depuis le début, qui a dit que les événements de 1953, c'était une révolte nationaliste pour la réunification des deux Allemagnes. Dans leur lutte, les ouvriers ne veulent pas restaurer une forme de capitalisme comme ce qui s'est passé en Allemagne fédérale avec le « miracle allemand ». Pour eux, le slogan d'Ollenhauer n'est pas seulement réformiste, ils ont certainement leurs propres illusions vis-à-vis d'Ollenhauer, mais ils veulent exprimer seulement qu'il faut aller plus loin que le capitalisme allemand d'Allemagne fédérale (25).

Ceci est un résumé très bref de nos discussions car on a discuté des journées. Après tout cela, le groupe a accepté la conception selon laquelle souvent des ouvriers en lutte ont des conceptions sur leur lutte, mais la logique de leur lutte, si les chars blindés russes n'avaient détruit leur insurrection, allait plus loin que ça. On a donc accepté le principe suivant : « Ce n'est pas tellement intéressant ce que les ouvriers pensent eux-mêmes de leur lutte, mais ce qui est important, c'est ce qu'ils font dans la réalité, pas les idées qu'ils en ont, mais les perspectives. »

J.-C. M. : *on va revenir avant 1939. Tu as évoqué un débat sur la question de l'État, sur une critique de Lénine. L'accusation portée contre le GIK sur le problème de l'État ouvrier c'est au fond d'être revenu aux positions anarchistes contre les positions de Marx.*

C. B. : non, pas du tout, on n'a jamais vu les choses comme ça.

J.-C. M. : *donc, en quoi les positions du GIK s'opposent-elles aux positions anarchistes sur la question de l'État ?*

C. B. : si les anarchistes disent qu'il faut détruire l'État et que Marx était étatiste, je peux me référer à la discussion que j'ai eue, il y a un mois, avec un camarade anarchiste (Arthur Lehning) : il disait que Marx était un *autoritaire* (26), je disais non. Il disait : « Regarde son comportement au congrès de La Haye où Bakounine était exclu de l'Internationale. » Je lui répondais, il est bien possible que Marx était autoritaire, c'est même évident et il était peut-être même étatiste. Mais la théorie marxiste ne l'est pas. Je me fiche de

(25) Voir *L'Insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est, juin 1953, lutte de classe contre le bolchevisme, op. cit.* p.10, n. 18.

(26) Cajo a dit « anarchiste », mais il semble avoir fait une erreur d'élocution, un lapsus, comme il en faisait souvent. Il aurait logiquement voulu dire « autoritaire ».

savoir si Marx était autoritaire ou pas, ce qui m'intéresse, c'est : à quoi mène l'analyse marxiste. Il est clair que la destruction de l'État capitaliste est un des piliers de la théorie marxiste, du moins une de ses conséquences. Sur la destruction de l'État, les anarchistes et les marxistes sont d'accord pour dire que l'État sera détruit, mais la différence est : les anarchistes disent : il faut qu'on détruise l'État capitaliste ; les marxistes et le GIK disent : si la lutte ouvrière est victorieuse et atteint une certaine ampleur, alors l'État capitaliste sera détruit. Alors que pour les anarchistes c'est une revendication politique et morale, pour le GIK, pour les marxistes, c'est une nécessité historique et inévitable. C'est la différence avec les anarchistes.

Lors d'une grande réunion anarchiste, à laquelle j'ai été invité car ils m'avaient entendu prononcer un discours sur la révolution espagnole où j'étais critique des Catalans, des sociaux-démocrates, des Républicains... – donc ils avaient pensé que j'étais anarchiste –, je leur ai répondu que j'étais marxiste et communiste de conseils, même si je n'accorde pas beaucoup d'importance aux étiquettes, aux mots. Bon, ils m'ont quand même invité. J'ai parlé et ça a été explosif, beaucoup plus que ce qu'ils avaient imaginé. Ils n'avaient aucune relation avec la lutte de classe. C'étaient des jeunes

intellectuels et des ouvriers assez élitistes. Ils avaient des positions très morales. Quand on leur demandait comment ils envisageaient la disparition du capitalisme, ils n'avaient pas de réponse. Quand je demandais qui est ouvrier ici : cinq seulement.

Ils avaient une conception idéaliste et morale : *[pour eux]*, on combat le capitalisme, non parce qu'on est exploité, parce qu'on est dans la nécessité de vendre sa force de travail, mais parce qu'on rêve d'une autre société idéale, meilleure. C'est une tout autre conception.

J.-C. M. : *ce n'est pas complètement clair. Si on caricature le débat : d'un côté les marxistes avec la dictature du prolétariat et une période de transition et de l'autre les anarchistes qui disent qu'il est immédiatement possible d'abolir tout État.*

C. B. : parler de la dictature du prolétariat est une formule qui est presque créée pour produire des malentendus. Dès qu'on parle de dictature du prolétariat, la bourgeoisie surtout s' imagine tout de suite qu'on parle de la terreur sous la grande révolution *[française de 1789-1794]*. Alors que pour Marx une telle formule se réfère à la Commune *[de 1871]*. La différence est évidente : selon la conception de Lénine, la dictature du prolétariat, c'est la dictature



Novembre 1918 : marins devant la prison de Wilhelmshaven, le grand port de guerre construit sur la mer du Nord à la fin du XIX^e siècle. Ce sont les marins de Wilhelmshaven qui, en refusant le 6 novembre 1918 de remonter à bord pour affronter la marine britannique en un combat qui semblait perdu d'avance, ont lancé la révolte dans les autres ports – Kiel, Hambourg, Brême. En quelques jours, l'Allemagne se couvrit de conseils d'ouvriers et de soldats.

(<http://libcom.org/library/wilhelmshaven-revolt-ikarus>)

d'une nouvelle classe sur la classe ouvrière russe. Ce n'est pas la dictature du prolétariat. Tout ce qui s'est mis en place après 1917 en Russie, c'est la conséquence logique et inévitable du fait que la vente de la force de travail n'a pas cessé.

On peut trouver tout cela dans *Principes de production et de distribution communiste*. Au début, il y a un moment, où les bolcheviks ont essayé d'abolir l'argent par l'inflation, ça a échoué, car comme le dit Jan Appel : « On ne peut pas abolir l'argent artificiellement, car c'est une catégorie économique qui s'instaure dès qu'il y a production de marchandises. Le travail salarié, le marché, l'argent s'installent. » Le travail salarié a toujours existé en Russie, dès le début la politique de la NEP des bolcheviks est dépeinte dans ce livre comme une conséquence logique et inévitable du fait que le travail salarié n'a pas cessé. Les bolcheviks ont voulu rester maîtres du marché du travail, ce sont des capitalistes, malgré leur idéologie marxiste.

Ce qui a toujours joué, dans les discussions des années 1920, entre le GIK et les autres : est-ce que le développement de la révolution russe est la conséquence d'une erreur des chefs ou est-ce un développement prévisible par la logique des événements ? Ça a été l'enjeu des débats avec les bolcheviks dissidents. Le GIK a toujours critiqué la critique bourgeoise de la révolution russe. La société bourgeoise ne peut pas critiquer réellement jusqu'au fond car les mêmes phénomènes existent à l'Ouest : existence d'une classe salariée, une classe opprimée, distorsion entre l'idéologie officielle et la réalité de la société... qui certainement sous d'autres formes a la même fonction en Occident et en URSS : tous les mythes sur la démocratie bourgeoise ont la même fonction, avec pour rôle le maintien de la domination. Exactement comme les bolcheviks en URSS.

Cette période, je ne l'ai vécue que partiellement. Je commençais à lire Marx quand j'avais dix-sept ou dix-huit ans et, en 1934, je suis entré en contact avec les trotskystes puis les conseillistes. Le reste de ma formation vient après.

Le travail théorique du GIK, au début, c'était une critique de la politique quotidienne du Kremlin et de l'Internationale communiste. Gorter disait à Lénine que sa politique pour l'Occident était fautive. Après, c'était une critique plus profonde. Ce n'était plus une erreur, mais une position contre-révolutionnaire, contre les intérêts de la classe ouvrière occidentale. À la fin des années 1920 seulement, on a cherché une analyse pour comprendre d'où ça venait, d'où venait une telle attitude qu'avant on avait critiqué féroce-ment. C'étaient les divers stades de notre pensée. La vraie

(27) Déclaration du 11 juin 1936. Citation complète : « Il faut savoir terminer une grève dès que la satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir au compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées mais que l'on a obtenu la victoire sur les plus essentielles revendications. » (Les grèves ne cesseront cependant que plusieurs semaines après.)

approche théorique ne s'est révélée que dans les années où je suis entré dans le mouvement conseilliste. Tous ces débats, ces brochures, étaient déjà derrière moi quand j'entrai dans ce mouvement conseilliste dans les années 1930. Dans le petit journal *Voix de prolos*, on continuait à faire la critique du quotidien ; les articles sarcastiques continuaient. C'était aussi l'époque où Thorez [*secrétaire général du PCF*] a dit « il faut savoir terminer une grève (27) », on écrivait là-dessus des articles sarcastiques. Mais la question était : « Pourquoi ils font ça, qu'est-ce que ça signifie ? » Ce fut élaboré dans la deuxième moitié des années 1930, et avec la parution du livre de Pannekoek *Lénine philosophe*, le travail théorique de nos positions était terminé.

[...] Les articles théoriques étaient toujours discutés avant publication dans le groupe. Ceux qui faisaient *Voix de prolos* participaient aussi à ces discussions. Si quelque chose n'était pas clair, c'était discuté, on avait de grandes discussions. Donc c'était vraiment un travail collectif. Bien sûr ceux qui avaient une formation théorique avaient un rôle plus grand, mais tout le monde pouvait participer.

J.-C. M. : *tout le monde participait-il à la diffusion ?*

C. B. : je ne sais pas, car le groupe était basé à Amsterdam. Le groupe de La Haye où j'étais se rendait aussi de temps en temps à Amsterdam pour participer à la diffusion et à des discussions. Je rendais en même temps visite à Canne Meijer et on discutait à deux ou trois. Je posais surtout des questions. On avait aussi des réunions « officielles » du groupe auxquelles je participais. Dans le groupe régnait une démocratie totale, tout le monde participait. Jamais on ne disait à quelqu'un qu'il était trop jeune pour parler.

Après la guerre, avec les luttes, avec le changement des opinions, avec le développement des idées du communisme de conseil, on voyait les choses du passé avec une autre perspective.

Les opinions changent avec l'expérience des luttes. C'est plutôt la perspective qui change. De la même façon, l'opinion sur les syndicats indépendants, dont je t'ai parlé, a changé avec l'évolution de ces syndicats eux-mêmes.

SOUVENIRS PERSONNELS

CELA FAIT PLUS D'UN DEMI-SIÈCLE que j'ai rencontré Cajo. C'était en 1953, j'avais alors trente ans et Cajo à peine quarante. Je me souviens pourtant parfaitement du lieu où nous eûmes alors des échanges approfondis sur la lutte de classe (1). C'était le printemps et nous devisions en nous promenant dans la forêt de Fontainebleau, près du lieu où j'habitais alors.

Ce premier échange politique est resté gravé dans ma mémoire. Il représentait (et représente toujours) la rencontre (qui n'était pas fortuite) qui fut entre nous deux le premier échange politique, l'affirmation d'une convergence de pensée qui ne devait jamais cesser, même si nous pouvions avoir des désaccords sur des points de détail. Ce fut aussi le départ d'une amitié et de relations personnelles suivies, tout autant individuelles que familiales.

Cajo était venu en France pour faciliter les contacts entre le groupe Spartacusbond, en gros avec le mouvement communiste de conseils et, à cet effet, porteur de messages de Pannekoek pour Socialisme ou Barbarie, groupe auquel j'appartenais alors. Quelque temps auparavant, deux camarades de ce groupe avaient fait le voyage en Hollande pour assister à un congrès du groupe Spartacusbond auquel Cajo appartenait (2).

Socialisme ou Barbarie, sorti récemment du trotskisme, cherchait des contacts internationaux et désirait avoir des relations avec le courant communiste de conseils hollandais et plus particulièrement avec Anton Pannekoek, qui en était le théoricien incontesté. Cajo devait repartir avec une collection de la revue *Socialisme ou Barbarie* à destination de Pannekoek. Il devait en résulter un échange de correspondance entre Chaulieu (Castoriaris), un des théoriciens de Socialisme ou Barbarie, et Pannekoek. Cette correspondance tourna court après quelques lettres à cause non seulement des positions affirmées par Chaulieu sur la fonction d'une organisation politique mais aussi sur la nature de la Révolution de 1917 et de la nature du régime soviétique (3). Cet épisode a son importance, car au sein de Socialisme ou Barbarie, un petit noyau, dont je faisais partie, conserva des relations avec

Ce texte est paru dans *Échanges* n° 121 (été 2007), et sur <http://www.mondialisme.org/spip.php?article953> Il a été publié en préface de l'anthologie de textes de Cajo Brendel *Die Revolution ist keine Parteisache* éd. Unrast, coll. « dissidenten der arbeiterbewegung, s. d. (2008).

(1) Toute la correspondance que Cajo conservait est déposée avec ses autres archives à l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam. Elle est incomplète, d'autres éléments étant dispersés chez les correspondants eux-mêmes.

(2) Le groupe politique hollandais Communistenbond, auquel on se réfère seulement par Spartacusbond ou simplement Spartacus, du nom du journal du groupe.

(3) J'ai retracé cet épisode dans la brochure *Correspondance de Pierre Chaulieu (Castoriadis) et Anton Pannekoek* (Échanges et Mouvement, s.d. [2001]). En fait cet éloignement du groupe Socialisme ou Barbarie ne concernait pas seulement la question de l'activité d'un groupe, mais aussi la conception

de la nature de la révolution russe, que Pannekoek considérait depuis longtemps comme une révolution bourgeoise alors que S ou B y voyait la naissance révolutionnaire d'une société bureaucratique, modèle de l'évolution future de toute la société capitaliste.

(4) Après une longue période de désaccords politiques, Cajo et une poignée de camarades furent exclus en décembre 1964 de Spartacus et formèrent le groupe Daad en Gedachte, qui publia la revue du même nom.

Cajo et le Spartacusbond et s'intéressa au communisme de conseils. Ce n'était un secret pour personne, mais plutôt mal vu dans le groupe, où nous méritions le surnom d'« œil d'Amsterdam ».

Lorsque je repense à cette première rencontre, je pourrais dire par plaisanterie, en référence au groupe qui devint Acte et Pensée (Daad en Gedachte) lorsqu'il scissionna du Spartacusbond (4), qu'il était la Pensée et que j'étais l'Acte. Cajo a toujours eu une culture et une réflexion politique théorique approfondie (bien sûr marxiste et communisme de conseils), et ma propre formation théorique était alors assez réduite ; je venais d'entrer dans le groupe Socialisme ou Barbarie et n'avait eu, antérieurement, de par mes origines campagnardes et l'isolement dû à la guerre, que bien peu de contacts politiques en dehors des grandes formations – dont le parti dominant à gauche, le Parti communiste français. Mais j'avais en revanche une expérience de plus de huit années de militantisme syndical de base dans le syndicat dominant, la CGT (elle-même dominée par le Parti communiste) ; un militantisme fait pour une bonne part d'affrontements avec les bureaucraties syndicales, à propos tout simplement du quotidien de la lutte de classe et des orientations politiques imposées par la direction de la CGT (notamment par les options de la guerre froide).

Lorsque j'exposai à Cajo mes conceptions de cette lutte, mes réflexions nées de cette expérience, je me trouvai de plain-pied avec tout ce que lui-même pouvait m'en dire, à partir de ce que lui dictait non seulement son approche théorique rigoureuse, mais aussi son analyse de tous les mouvements de luttes antérieurs qu'il avait pu connaître et étudier de près.

Cajo n'avait jamais été un militant d'entreprise. Question de circonstances ; il situait son engagement politique à son adolescence. Nul ne peut décrire mieux que lui comment il était venu au militantisme politique :

« ...Je ne suis pas né dans une famille ouvrière. Mais les années 1930 avec leur crise profonde et la faillite de mon père apportèrent la pauvreté dans la famille. Le résultat en fut pour moi un intérêt pour ce phénomène social. J'avais seize ans et très bientôt, je saisis que je devais essayer de comprendre les origines des contradictions sociales et la signification du mouvement ouvrier... A dix-neuf ans, j'ai quitté la maison classe moyenne de mes parents et je suis parti vivre pendant deux ans dans un quartier ouvrier. Mon propriétaire était un ouvrier. J'étais entouré par des familles ouvrières. J'avais seulement des amis ouvriers. Cela fut une école pour moi... Pendant quelque temps, j'ai travaillé dans



une usine, la plupart du temps j'étais au chômage. Ce fut seulement dans le milieu des années 1940 que j'ai pu avoir de meilleures conditions de vie (5). »

Cette adolescence, combinée avec ses observations et impressions sur la classe ouvrière et le climat politique de ce temps, firent qu'il prit contact avec le communisme de conseils et se trouva associé au groupe GIK (6). Il avait suivi déjà les événements marquants de la lutte de classe, pas seulement en Hollande mais dans toute l'Europe occidentale – quand ces pays étaient accessibles. Il pouvait évoquer sa présence en France lors des grandes grèves de juin 1936, en Belgique dans les grèves des mineurs du Borinage en 1937 ou son expédition dans la région minière du Pays de Galles en 1947, lors des conflits qui marquèrent la nationalisation des mines britanniques.

C'est cette même approche que souvent nous avons vécue tous deux, après mon départ de Socialisme ou Barbarie en 1958 et la formation du groupe Informations Correspondance Ouvrières (ICO), fortement influencé par le communisme de conseils. Nous nous retrouvions fréquemment, pour nous informer sur les luttes et les analyser. Lorsque nous le pouvions, nous nous rencontrions sur les lieux mêmes des luttes importantes, en France, Belgique ou Hollande. Non pour intervenir mais pour connaître plus précisément et plus exactement, par des contacts directs avec des travailleurs, les intérêts, les caractères et les formes de leur combat et en tirer les enseignements théoriques sur les tendances de la lutte de classe en général et leurs relations avec l'évolution du capital.

La naissance d'Échanges et mouvement

Il y eut ainsi, entre Cajo et moi, d'innombrables aller-retour, qui en France, qui en Hollande, qui lors de vacances et de rencontres familiales ici ou là. Car, pratiquement dès notre première rencontre, une solide amitié était née et continua de s'affirmer sans faille. Tant de souvenirs affluent qu'il est bien difficile de dire les détails de ce que fut notre relation. C'était un mélange de discussions, de séances de travail, notamment de traductions vers le français de ce que Cajo avait écrit (il pouvait indifféremment écrire – et parler – en hollandais, allemand, anglais et français), de promenades et de repas. Cajo appréciait particulièrement la cuisine française, surtout le vin et le fromage, qui faisaient toujours partie du voyage en Hollande. Les traductions se faisaient le plus souvent du hollandais vers le français : je prenais note de ce qu'il traduisait, puis lui envoyais le texte remis sur pied, pour son accord.

(5) Extrait d'une lettre à David Douglass, fin avril 1992, de la brochure *Goodbye to the Unions, a Controversy about Autonomous Class Struggle in Great Britain* (Advocom, Echanges et Mouvement, 1995). <https://marx.libcom.org/library/goodbye-to-the-unions-echanges-et-mouvements>

(6) Voir *Le Groupe des communistes internationalistes en Hollande, 1934-1939*, op. cit. p. 24)

Ces expéditions conjointes auprès de travailleurs en lutte n'étaient pas les seuls lieux de rencontre. Tout autant pour connaître des luttes à travers les témoignages d'autres groupes que pour approfondir leurs positions théoriques, nous avons participé à des rencontres internationales, notamment celles organisées par ICO puis par Echanges, mais aussi aux rencontres nationales du groupe britannique Solidarity. Je me souviens d'avoir assisté avec Cajo à plusieurs de ces dernières, même avant 1968 et avant la nouvelle orientation prise par ce groupe. La majorité ayant pris les positions de Castoriadis et de Socialisme ou Barbarie fin des années 1960 et début des années 1970, une scission de camarades (dont Joe Jacobs [7]) défendant les positions de classe entraîna la formation du groupe Echanges et Mouvement qui regroupait des Anglais (dont Joe), des Belges, Hollandais (dont Cajo), des Français issus d'ICO alors disparue (dont moi-même) et plus tard des Allemands. Ce fut le début de cette correspondance croisée que j'ai déjà mentionnée et qui devait se poursuivre jusqu'au décès de Joe en 1977. Cajo pouvait alors mener une double collaboration à *Daad en Gedachte* et à *Échanges* et souvent ses textes se retrouvaient dans les deux publications.

A la fin des années 1970 et dans les années 1980, l'évolution politique fit que le groupe initial d'Échanges et Mouvement se désagrégea pour finir par se centrer uniquement sur la Hollande et la France. Mais de nouveaux contacts internationaux se développèrent avec des camarades belges, norvégiens (Motiva Verlag), allemands (Advocom) et américains (John Zerzan, et les groupes A world to win, Collective Action Notes, Street Voice). Avec cette collaboration, l'édition en anglais d'*Échanges* put se poursuivre, puis naquit le bulletin *Dans le monde une classe en lutte* ; tous eurent des contacts de discussion et de travail avec Cajo, bon nombre de rencontres formelles et informelles, que l'usage d'Internet a développées encore.

La disparition d'Acte et Pensée et le déclin de Cajo firent que le groupe Échanges, international à l'origine, s'est pratiquement réduit à sa base française – tout en gardant toujours certains contacts internationaux. Entre-temps, nous avons suivi ensemble, au milieu des années 1980, alors que je résidais à Londres, l'expérience du London Workers Group et d'une tentative de constituer un groupe anglais communiste de conseils – tentative avortée autant par les prétentions que par... le décès des initiateurs (8).

Cajo était une force de la nature. Je me souviens qu'au début de nos relations, nous n'avions pas de voiture ; il pouvait venir de Hollande en stop jusque dans la banlieue de Paris, ayant voyagé toute

(7) Cajo et moi-même avions rencontré Joe Jacobs, alors postier, lors d'une rencontre nationale du groupe britannique Solidarity, à laquelle nous avions été conviés. Il s'ensuivit des relations tant politiques qu'amicales entre tous trois, renforcées par l'expulsion de Joe de Solidarity, le groupe ayant abandonné la position « lutte de classe » pour suivre l'évolution de Castoriadis impliquant l'abandon du marxisme.

(8) Le London Workers Group (LWG) regroupait au début des années 1980 à Londres travailleurs et autres autour d'une publication, *Workers Play Time*. Le groupe disparut dans les remous politiques causés par la grève des mineurs (1984-1985).

la nuit du vendredi au samedi dans l'inconfort d'un camion et des stations prolongées au bord de la route, dormir à peine une heure et commencer une discussion qui durait sans s'arrêter jusqu'au milieu de la nuit, redormir quelques heures, recommencer à discuter et repartir dans la soirée du dimanche, toujours en stop, pour reprendre son travail le lundi. Il pouvait faire habituellement des doubles journées, celle de son travail de journaliste et celle de son travail militant, ne dormant que quatre heures chaque nuit. Je l'ai vu aussi récupérer lors de réunions internationales, avec une ou deux heures de sommeil au milieu du boucan infernal d'une « party ».

Mais une telle activité a ses dangers. Cajo eut une première attaque cérébrale en 1971, lors de vacances de Pâques passées collectivement. Dans les années 1960-1970, chaque année à cette époque, nous campions une semaine en Bretagne, dans un lieu ou un autre, entre camarades politiques proches et leurs familles. Cajo dut, non seulement cesser de fumer sa pipe légendaire (on ne l'imaginait pas alors sans cet accessoire de personnalité), mais aussi réduire le rythme de son activité. Certainement pas suffisamment car, malgré tout, d'autres incidents moins spectaculaires survinrent au cours des décennies suivantes, obérant non seulement son activité physique mais, dans les dernières années, diminuant cette activité intellectuelle qui avait été la richesse d'une pensée. Le départ de ses fils, le décès de sa compagne, la disparition de ses meilleurs camarades, la dissolution du groupe Acte et Pensée contribuèrent certainement à cette évolution malgré la présence de nouveaux amis fidèles.

Il m'est difficile de donner des aperçus de l'évolution politique de Cajo avant notre rencontre du début des années 1950. Il avait alors déjà un long passé dans des groupes divers dont il parlait parfois (9). Je ne crois pas qu'il ait jamais pensé à écrire sa propre autobiographie. Par la suite, c'est moi-même qui ai évolué, en partie en fonction des débats sur l'intervention d'un groupe dans les luttes, débats qui avaient motivé le départ de Spartacus, de Cajo et du groupe de camarades qui formèrent le noyau d'Acte et Pensée.

Nous n'étions pas toujours d'accord, pas tant sur les principes et analyses, que sur la manière de les formuler, Cajo montrant souvent dans les discussions (pratiquement à travers des textes ou dans sa correspondance), une rigueur de pensée qu'on ne pouvait que louer dans une approche théorique, mais qui parfois confinait à une certaine incompréhension des arguments de l'« adversaire ». Ce qui n'infirme en rien la valeur de l'ensemble énorme d'écrits que Cajo a pu laisser et qu'il est parfois difficile de retrouver, car l'anonymat était alors la pratique de bien des groupes.

(9) Voir *Le Groupe des communistes internationalistes en Hollande, 1934-1939*, de Cajo Brendel, *op. cit.*, et « Garde-toi de tout mythe ! », ci-dessus p. 9.

Après la disparition du groupe et de la publication *Acte et Pensée*, à la fin des années 1990, aucun des jeunes qui y avaient participé n'a semblé concerné par la continuation de ce qui pouvait paraître comme l'œuvre de Cajo. Était-ce parce qu'il avait une telle position intellectuelle dominante qu'il pouvait étouffer, à son insu, l'affirmation de ceux qui auraient pu prendre le relais ? Ou le fait que, la société capitaliste ayant évolué, ainsi que les idées des plus jeunes, la façon de voir de Cajo et la forme d'activité d'*Acte et Pensée* en éloignait ceux qui auraient pu reprendre le flambeau ? Tout simplement, ce n'est peut-être que le sort commun de tous les groupes qui, fonctionnant autour d'affinités tout autant que d'un accord politique, meurent comme tout organisme vivant.

Une bonne partie des écrits de Cajo furent des écrits de circonstance ou restent marqués par des polémiques datées ; ils restent pourtant tout à fait valables pour notre réflexion sur les luttes actuelles. Ils restent des modèles quant à la méthode d'analyse. Ce dernier point fut, pour moi un des apports essentiels de Cajo, de toujours se référer aux faits sociaux tels qu'ils ont lieu pour tenter de les situer dans le capitalisme d'aujourd'hui, en les faisant remonter vers des généralités avec une approche marxiste rigoureuse.

Pour Cajo, la théorie n'était jamais que l'expression de la réalité sociale et il aimait citer ces phrases de *L'Idéologie allemande* de Marx selon lesquelles « ce n'est pas la conscience qui détermine la vie mais la vie qui détermine la conscience » et les « abstractions... détachées de l'histoire réelle, n'ont absolument aucune valeur ».

Il pouvait aussi citer, comme exemple de la domination des faits sociaux par les nécessités économiques (et de la puissance de ces nécessités face à l'impuissance des idéologies et des actions menées en leur nom), l'abolition de l'esclavage aux États-Unis qui ne devint effective que lorsqu'elle fut nécessaire à l'expansion du capital américain, et non pas à l'issue du long et difficile combat des anti-esclavagistes. Ce sont ces principes à la fois simples et complexes qu'il a toujours suivis ; nous pouvons les faire nôtres pour persévérer dans le courant de pensée qui fut le sien et l'enrichir en le transformant à la mesure des réalités du capitalisme d'aujourd'hui.

Henri Simon
février 2007

QUI EST CAJO BRENDEL ?

C'ÉTAIT EN 1975. Cajo, dans sa R4, était en route pour Paris. Il était accompagné de trois camarades communistes de conseils. Une pipe brûlante pendue au bec, tenant dans la main gauche un plan de Paris de 1938 (l'année où il s'était pour la première fois rendu dans cette ville) et sa main droite faisant de larges gestes, il était pris avec ses passagers dans une intense discussion. Plus tard, nous constaterions que le bouchon du réservoir à essence était resté sur une aire de repos en Belgique. Nous nous rendions tous à un congrès international de communistes de conseils. Cajo projetait de tenir pendant le congrès un discours qui n'avait pas été annoncé. Tout se déroula comme prévu. Lors de l'exposé d'un intervenant, Cajo se leva, et prononça pour le réfuter, dans un français parfait, un discours qui dura trois quarts d'heure.

Au sommet de sa vie, Cajo excellait dans cet exercice. Mais qui est donc Cajo Brendel ? On ne peut répondre en seulement quelques lignes. Cela commence déjà par son nom. Ses parents avaient décidé de s'unir en ce qu'on appelle un « mariage libre », sans être donc officiellement mariés. Ainsi, Cajo s'appelait en fait pour l'administration Carel Johan [Cajo] Hinlôpen (1). Il s'est pourtant toujours fait appeler Brendel.

Cajo provenait « de la grande bourgeoisie, une classe que j'exècre », comme il le disait lui-même. Aux alentours de 1935, il étudia pendant quelques années les sciences économiques, et s'intéressa particulièrement à la *Gemeinschaftskunde* (2), l'histoire et la sociologie. Mais, contraint de travailler parce qu'il n'avait plus d'argent, il ne put jamais finir ses études. « Je n'ai pas suffisamment étudié, je n'ai pas pu, mais c'était pour ne pas crever de faim », écrivait-il le 27 mars 1938 dans une lettre à ses parents. Il y avait cependant encore une autre raison à ce qu'il n'étudiât pas : Cajo cherchait la vérité. Dans cette même lettre à ses parents, il écrivait : « Déjà, enfant, j'avais soif de connaissance », citant alors Multatuli, l'écrivain hollandais du XIX^e siècle : « Des études libres consistent en un désir illimité de vérité. » – Cette vérité, il ne la trouva pas à l'université.

Préface à
Cajo Brendel : *Die Revolution ist keine Parteisache*.
Ausgewählt und
herausgegeben von
Andreas Hollender,
Christan Frings, und
Claire Merkord.
Unrast Verlag, Münster
2008.

(1) Du nom de sa mère,
Carolina Hinlôpen.

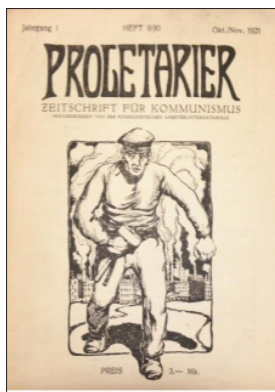
(2) *Gemeinschaftskunde*,
littéralement, « science
de la communauté »,
correspond à ce qu'on
appelle en France
l'éducation civique,
juridique et sociale. Cet
enseignement ne
recouvre pas exactement
les mêmes domaines
étant donné qu'il s'agit
ici d'une discipline
universitaire et non de
l'éducation civique
dispensée dans le
secondaire.

La misère joua un grand rôle dans sa vie. Dans les années 1930, les Pays-Bas connurent ce qu'on appelle les années de crises. Nombreux étaient ceux qui ne pouvaient pas trouver de travail, et il n'en fut pas autrement pour Cajo. Il eut plusieurs petits emplois pendant de courtes périodes, comme vendeur de savon et de thé, emplois qui ne suffisaient pas pour survivre. On retrouve dans ses archives également de nombreuses candidatures. C'est ainsi qu'on apprend que, en 1937, il tenta sans succès d'obtenir un poste à l'Institut international d'histoire sociale (IISG) à Amsterdam. Ironie du sort, cet institut considère aujourd'hui Cajo comme un marxiste important (on ne le savait pas encore) et a depuis accueilli ses archives, y compris cette candidature. Cajo reçut pour réponse que « malheureusement aucun poste » n'était disponible pour lui. C'était la réponse habituelle à ses candidatures.

Ainsi, Cajo dut se tourner vers les services d'assistance aux plus démunis. Mais les aides étaient difficiles à obtenir. Pour Cajo, cela était particulièrement difficile parce qu'il n'était pas un chômeur normal. Un agent des services sociaux se rendit un jour chez lui pour lui dire qu'il y avait un problème : il avait été condamné pour avoir collé des affiches appelant à l'agitation. L'agent lui fit comprendre qu'il devait abandonner ses convictions politiques s'il ne voulait pas perdre les aides. Cajo lui rétorqua qu'il préférerait mourir plutôt qu'abandonner son « niveau de vie intérieure ». Et l'agent, au fond un homme bon, fit en sorte que Cajo perçoive tout de même des aides, pour ne pas mourir de faim.

Mais qu'était donc ce « niveau de vie intérieure » ? Cajo avait commencé au début des années trente à s'intéresser au mouvement ouvrier. À propos de cette période, il dira plus tard qu'il avait sympathisé tout d'abord avec les trotskystes. Au printemps 1934, il eut l'audace de débattre avec David Wijnkoop [1876-1941], dirigeant du Parti communiste hollandais, c'est-à-dire avec des bolcheviks. Il ne brilla pas dans ce débat parce que Wijnkoop utilisa de lamentables tours de passe-passe rhétoriques. Le courage de Cajo impressionna quelques ouvriers qui étaient présents et qui lui firent part de leurs désaccords, avec Wijnkoop autant qu'avec Trotsky. C'est ainsi qu'il entra en contact avec le GIK (Gruppe Internationale Kommunisten).

Alors qu'il habitait en sous-location à La Haye avec Jan Tinbergen, futur prix Nobel d'économie, il rejoignit un groupe indépendant et proche du GIK, dans lequel il contribua notamment à diversifier la revue *Proletarische Beschouwingen* (Réflexions prolétariennes). Ce journal, renommé par la suite *Proletariër* (Pro-létaire), suivait l'orientation de quelques marxistes hollandais, en



particulier celle de l'astronome Anton Pannekoek et du poète Herman Gorter.

Le GIK, qui travaillait avec d'autres groupes en Allemagne, en France et encore dans d'autres pays, n'était pas vraiment organisé aux Pays-Bas. Pannekoek, le plus important théoricien des communistes de conseils, s'il écrivait certes beaucoup, ne s'occupait pas du tout de l'organisation au quotidien. Cela était caractéristique des groupes auxquels Cajo appartenait : il n'y avait pas de personnalité dirigeante : cela ne correspondait pas aux principes fondateurs de ce mouvement.

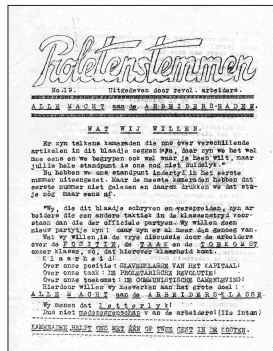
Les membres du GIK n'avaient aucunement besoin de dirigeants pour leurs activités. Ils organisaient des cours le dimanche matin, une heure qui n'avait pas été choisie au hasard étant donné que la grande majorité de la population à cette époque allait encore à l'église. Ils se déroulaient dans un des locaux de l'assistance chômage (Stempelokal), dans lesquels les chômeurs devaient se rendre afin d'obtenir leurs aides. Le GIK y distribuait un petit journal, *Proletenstemmen* (Voix de pros), très populaire et rédigé de bout en bout dans la « langue des ouvriers ».

L'absence de dirigeants permettait que des esprits libres et authentiques comme celui de Cajo puissent se déployer pleinement. Mais en revanche cette absence menait à des scissions incessantes au sein des groupes. Comme par exemple le conflit qui surgit en 1935, face auquel les camarades communistes de conseil, inquiets, réagirent rapidement. Cajo répondit dans une lettre aux camarades de Copenhague, en allemand : «Et là vous allez demander : n'était-il pas possible de discuter d'un point de vue objectif de nos divergences d'opinion et de parvenir à un certain accord ? À cela nous devons malheureusement répondre : Non ! »

Dans d'autres lettres (en hollandais), il se montre ouvert au débat et optimiste :

« Chers amis, il y a tant à raconter ! Tout d'abord, le plus magnifique et passionnant ! Nous autres, camarades de l'ultra-gauche, avons raison. Le développement de la société se déroule comme nous l'avions prédit, et il s'avère que notre interprétation de Karl Marx est en accord avec la réalité. »

On voit là une joie presque naïve et légère qui rappelle celle des poèmes de celui que Cajo admirait et qui était son ami très proche, le poète Herman Gorter :



Proletenstemmen.
Association Archives Antonie Pannekoek

* Gorter écrivait en néerlandais :

*Van uit de Arbeiders
komt schitterend het
licht. / Zooals uit de
neevlen van den vroegen
morgen /
opstijgt de zon, zoo stijgt
uit de Arbeiders /
het licht der menschen,
aller menschen, op.*

Nous avons traduit à partir de l'allemand :

*Von den Arbeiter aus
kommt glänzend das
Licht. / Wie aus den
Nibelungen des frühen
Morgens /
aufsteigt die Sonne, so
steigt aus der Arbeitern /
das Licht des Menschen,
aller Menschen, auf.*

(3) Herman Gorter (1864-1927), est plus connu en France par son activité politique, et notamment par la *Lettre à Lénine* qu'il écrivit en réponse au *Gauchisme, maladie infantile du communisme*, que pour son activité poétique. Il publia pourtant en 1889 un poème de 4381 vers, *Mai*, qui fut accueilli par l'avant-garde littéraire de son temps, en 1890 *Verzen, sensitieve verzen* (Vers, vers sensibles), écrits avant son adhésion en 1897 au SDAP, puis en 1912 un autre grand poème lyrique, *Pan*. En 1914, opposant résolu à la guerre mondiale, il est expulsé de Hollande et part vivre et militer en Allemagne, où il est proche du spartakisme, adhère au Parti communiste d'Allemagne (KPD), puis, à sa

*Des travailleurs jaillit la lumière éclatante.
Ainsi, à l'aube, s'élève le soleil au-dessus des brumes
ainsi s'élève, des travailleurs,
la lumière des hommes, de tous les hommes. **

Mais à la différence de Gorter (3), Cajo, lui, connaissait le mouvement ouvrier de l'intérieur. Il s'était lié d'amitié avec des ouvriers et assistait à leurs grèves, et il faut dire qu'elles ne manquaient pas en ces années trente. En juin 1935, il partit en voyage dans la région minière de Belgique, le Borinage. « Dans la rue, j'ai discuté avec un ouvrier à propos de la grève », écrivait-il, et il fit plus encore. Il poursuit : « Hier soir, j'ai tenu un petit discours en français contre les syndicats. »

« Comment est la situation actuelle ? Ces gens veulent lutter. Pourtant ils comprennent bien trop peu la société bourgeoise. En analysant ce mouvement de grève, j'ai eu un net aperçu du processus général de la révolution. »

Sur la base de ces expériences, il avait déjà constaté en avril 1935 :

« Qui pourrait mieux connaître le "peuple" que nous, révolutionnaires ? Nous en connaissons le mauvais côté (qui est très mauvais d'ailleurs) et le bon côté (qui est très bon). Seul celui qui se sacrifie pour porter secours au prolétariat afin qu'il se libère du marécage dans lequel il est pris au piège, seul celui-là a le droit de critiquer le prolétariat. »

Son talent pour les langues – aussi bien pour les langues étrangères que pour le hollandais lui-même – le fit gagner en notoriété dans le GIK. « Cajo traduisait toujours de telle manière que je devais dire : c'est exactement cela », disait un camarade à son sujet. Son influence grandit également parce qu'il écrivait beaucoup. Des articles, des dissertations, des brochures – sur tous les thèmes possibles, mais le thème central demeurait la politique. Autant que cela était possible depuis La Haye, il suivait de près la situation en Espagne, plongée dans la guerre civile depuis 1936, et écrivit une brochure à ce sujet la même année. Il était très actif d'une autre manière encore : il tenait des discours et collait des affiches, comme déjà dit, « des affiches d'agitation ».

Finalement, l'administration hollandaise décida de mettre le hola. En avril 1937, Cajo fut arrêté et condamné à quatre jours de prison. « Chaque nerf est tendu », se rappellera-t-il plus tard à propos de sa détention. « On veut ouvrir ses ailes et on ne le peut

pas. On veut tout ce qui vit en l'homme, toute sa vie passée et mobiliser toutes ses forces, et on ne peut pas, cela n'est pas autorisé. »

En septembre 1939, Cajo fut appelé au service militaire. Un jour, il est convoqué chez le commandant. L'officier lui montre un épais dossier.

« Brendel ! Qu'est-ce donc que j'ai là dans la main ? Voici ton dossier, que je viens de recevoir des services secrets. Es-tu communiste ?

« Oui, mon commandant, je le suis. »

« Et qu'est-ce que je dois faire avec ça, moi, maintenant ? Te faire enfermer ?

Il hocha la tête.

« Je ne vois qu'une seule solution. »

Il prit le dossier et le jeta à la corbeille. De cette manière, il épargnait à Cajo de grandes difficultés pour les cinq années à venir.

Lorsque le 10 mai 1940 les troupes allemandes entrèrent en Hollande, le soldat Cajo se trouvait dans une région qui, par rapport à d'autres, connut peu de combats. Après la capitulation des Pays-Bas le 15 mai, il fut fait prisonnier de guerre. Plus tard, il expliquera qu'il était parvenu à s'échapper du camp de Mecklenburg. Dans un train, il échangea avec deux officiers qui ne devinèrent pas que Cajo était hollandais, puisqu'il parlait un allemand sans accent. À Hambourg, il lut dans un journal que tous les prisonniers hollandais étaient libérés. Cajo se rendit sur-le-champ à Mecklenburg. Quelques semaines plus tard, il était à nouveau aux Pays-Bas, chômeur, comme avant. En décembre 1940, il parvint enfin à obtenir un emploi qui lui convenait : il était correspondant pour la *Volksblad voor Gelderland*, journal régional de l'est des Pays-Bas. Cajo habitait alors à Doetinchem, un village proche de la frontière allemande. Il y rencontra Riek van der Meulen, la fille d'un instituteur, avec laquelle il se maria le 5 mai 1943.

Pendant la guerre, de nombreux camarades de Cajo entrèrent dans la résistance à l'occupation allemande. Cajo, lui, non. Les personnes qui l'ont bien connu disent qu'il n'était pas un héros, et lui-même l'avouait le premier. Il n'était pas pour autant un lâche. Pendant ces années de guerre, il se déclarait ouvertement marxiste, même dans une lettre envoyée à J. Linthorst Homan, le chef de Nederlandse Unie (L'Union hollandaise), une des organisations les plus importantes qui cherchait à travailler avec les Allemands (4). Cajo lui écrit :

« Je suis, et je ne vois aucune raison de vous le dissimuler, un

scission, au KAPD (Parti communiste ouvrier d'Allemagne).

On trouve une traduction du chant I faite en 2000 par Nicolas Ouwehand sur

<http://cf.hum.uva.nl/dsp/1jc/gorter/mai.chant1.htm>.



Herman Gorter.

L'intégralité des quatrechans traduits par Nicolas Ouwehand est disponible uniquement en livre électronique (Kindle). Saskia et Henri Deluy ont traduit un choix de poèmes de Gorter dans l'anthologie *Poètes néerlandais de la modernité* (Le Temps des cerises, 2011), choix repris et revu dans *Ce que tu es*, choix, notes bibliographiques et présentation de Saskia et Henri Deluy (Al Dante, 2014).

(4) Johannes « Hans » Linthorst Homan (1903-1986), homme politique et diplomate néerlandais,

fut en 1940 un des trois fondateurs (avec Jan Eduard de Quay et Louis Einthoven) de la Nederlandsche Unie, organisation nationaliste néerlandaise qui prôna la collaboration avec l'occupant nazi (de Quay se proclama même fasciste, ce qui ne l'empêcha pas de devenir Premier ministre de 1959 à 1963). Des trois, Linthorst Homan aurait été le plus opposé au défaitisme, mais aussi celui qui montra le plus de complaisance face à l'Allemagne, plaidant en privé pour une paix de compromis en février 1941. Il fut cependant révoqué par les Allemands, le 9 août 1941, de ses fonctions de Commissaire de la reine, interné dans un camp pour otages, puis en août 1944 entra dans la Résistance !

socialiste. Dans les circonstances actuelles et à cet instant précisément où tout un chacun, pour des raisons très condamnables par ailleurs, se pare de cette étiquette, il n'est peut-être pas superflu de préciser que je ne suis ni un bolchevik, ni un social-démocrate (j'ai toujours de très nombreuses critiques à faire à la démocratie), ni un anarchiste ni encore un national-socialiste (et ce, quelle qu'en soit la signification). Je suis simplement socialiste dans le sens que ce mot avait pour les précurseurs des théories socialistes. »

Cajo n'a pas trahi cette conception. Linthorst Homan répondait seulement que son objectif était une organisation corporative (*kooperatives Staatswesen*) et qu'il souhaitait faire interdire les grèves. Rien que pour ces raisons, Cajo n'était pas très enclin à rejoindre la Nederlandse Unie, même s'il avait encore de nombreux autres arguments pour ne pas le faire.

Après la guerre, Cajo put poursuivre sa carrière de journaliste. Il devint rédacteur au *Biltse en Bilthovense Courant*, journal local de la région de De Bilt et Bilthoven, localités proche d'Utrecht. Cajo et Riek déménagèrent alors à Bilthoven avec leur fils Henk, né en 1946. Ils ne tardèrent pas à faire face à certaines difficultés. Les positions de Cajo et celles des lecteurs étaient très souvent différentes. Les abonnés du journal régional n'attendaient pas d'informations sur des grèves sauvages, sur la nationalisation de l'industrie minière en Angleterre ou encore concernant la politique coloniale hollandaise. Les autorités politiques de Bilthoven et de De Bilt se plaignirent le 4 juin 1946 de la manière dont Cajo traitait les communiqués officiels :

« Mon cher Monsieur,

Nous vous prions instamment de veiller à ce que les communiqués officiels de la commune soient rendus particulièrement visibles dans votre journal.

Nous vous renvoyons par exemple à l'édition du *Bilthovense Courant* de vendredi dernier, le 31 mai, dans laquelle en haut de la troisième page, sous le titre « Nouvelles locales » ont été intégrés les communiqués officiels, et pêle-mêle dans la foulée, sans interruption ni différenciation typographique, il est relaté la fuite d'un cheval, le vol d'une poule, etc.

Le maire et le conseil municipal de De Bilt »

Le lecteur ne sera pas surpris d'apprendre que Cajo se décida rapidement à chercher un autre emploi. Il devint en 1948 jour-

naliste pour le *Nieuw Utrechts Dagblad* (quotidien d'Utrecht). On fit en sorte qu'à partir de ce moment-là il ne publie plus aucun article politique. Son revenu était plutôt confortable, mais cela ne suffisait pourtant pas : Riek et Cajo avaient entre-temps, après la naissance de leur deuxième fils, Cajo (en 1949), eu une fille, Hetty, qui suite à une maladie cérébrale était devenue handicapée mentale. Le traitement médical s'avérait très coûteux.

Même si à ce nouveau poste Cajo n'avait aucun moyen de concilier travail et activité politique, cette dernière restera tout de même centrale, dominant toute sa vie. Dans l'immédiat après-guerre, la politique coloniale hollandaise était un thème important dans le débat public puisque l'Indonésie menait alors une guerre d'indépendance contre les Pays-Bas. L'opinion de Cajo était très claire : le colonialisme était condamnable et l'Indonésie devait accéder à son indépendance. Peu de personnes partageaient cet avis. Il donnait son avis, et notamment dans sa correspondance avec ses proches qui avaient été envoyés au front en Indonésie et qui pensaient que pour l'instant la présence hollandaise à Djakarta était encore nécessaire.

Plus encore que par cette situation, Cajo était particulièrement intéressé par ce qui se passait en Chine et en Espagne. Il écrivit des livres entiers sur ces pays, ou encore sur le *Manifeste communiste*, mais aucune maison d'édition ne les publia. Cajo recevait toujours comme réponse qu'en ces temps d'après-guerre le papier manquait, et sans aucun doute cette pénurie jouait-elle son rôle. Mais la véritable raison de ces refus se trouve dans une lettre que la célèbre maison d'édition hollandaise Geert van Oorschot envoya à Cajo :

« Ces derniers jours, j'ai lu avec une grande attention vos deux manuscrits [au sujet de l'Espagne et du *Manifeste communiste*]. Comprenez bien que tout cela est trop orthodoxe pour moi, trop figé, trop ajusté à l'infaillible doctrine marxiste. Je ne publie pas les livres de croyants et un livre dans lequel à chaque page est répétée la confiance indéfectible en l'Église marxiste me laisse pour le moins dubitatif si ce n'est, même, totalement indifférent. »

Les textes – livres, brochures et dissertations – de Cajo étaient simplement trop dogmatiques pour les maisons d'éditions et journaux classiques qui ne souhaitaient d'aucune manière avoir un lien avec le marxisme. Et Cajo persistait à refuser de s'adresser à des éditeurs et des journaux communistes « officiels », ceux-ci étant ouvertement bolcheviks.

Au début des années cinquante, Cajo trouva un moyen de faire publier ses écrits. Il entra en contact avec le Communistenbond Spartacus, un groupe de communistes de conseils. S'y trouvait la personnalité de premier rang qu'était Theo Maassen, ancien membre du GIK et qui avait connu Cajo déjà avant la guerre. Cajo entra dans la rédaction de *Spartacus*, le journal publié par ce groupe. Il fut apprécié pour son travail consciencieux et il donnait souvent le « la » des discussions.

Comme auparavant, Cajo ne se consacrait pas qu'à la théorie seule, mais aussi aux grèves dans son pays et à l'étranger. Il était souvent en voyage et partout il échangeait avec les ouvriers. En 1947, il partit par l'intermédiaire de la World Friendship Association en Galles du Sud, où il discuta avec des mineurs de la politique menée par le gouvernement Attlee (5). Quelques années plus tard, en 1953, il se rendit à Paris et prit contact avec le groupe français Socialisme ou Barbarie. Il se lia d'amitié jusqu'à la fin de sa vie avec l'un de ses membres, Henri Simon. Le thème le plus important des discussions dans le groupe était alors naturellement le soulèvement ouvrier en Allemagne orientale dans lequel il voyait une nouvelle preuve de l'abjection du stalinisme (6). Le soulèvement hongrois de 1956 vint à nouveau en apporter la preuve. Ces soulèvements étaient pour Cajo les exemples d'une « véritable révolution prolétarienne ».

Les années qui suivirent furent encore placées sous le signe de grèves sauvages et de révoltes contre les syndicats. Dans ce contexte, Cajo traîna ses guêtres dans le port de Rotterdam, se rendit à nouveau dans la région belge du Borinage, et en Angleterre pour rencontrer Joe Jacobs du groupe Solidarity. Il séjournait souvent en Allemagne et en France. Pendant la révolte étudiante de 1968, il se trouvait à Paris et suivit les événements de près. Il était irrité du fait que les étudiants concentrent plus l'attention que les ouvriers. S'il ne pouvait toujours pas écrire à ce sujet en tant que journaliste, il écrivait d'autant plus en tant que militant politique : tout d'abord dans *Spartacus* puis plus tard, à partir de 1965, dans la revue *Daad en Gedachte* (Acte et pensée).

Fin 1964 survint une crise importante au sein du petit mouvement de communistes de conseil aux Pays-Bas. Depuis longtemps déjà, les camarades du Communistenbond Spartacus étaient divisés. La scission apparut entre ceux qui avant la guerre avaient appartenu à des partis trotskystes et ceux qui avaient fait partie du GIK. En décembre, les anciens trotskystes (parmi eux Stan Poppe [7] et Bertus Nansink [8]) publièrent une lettre

(5) La politique de Clement Attlee (1883-1967), dirigeant du Parti travailliste de 1935 à 1955, Premier ministre du Royaume-Uni de 1945 à 1951, fut caractérisée par un ensemble de mesures instaurant ce qu'on a appelé « État providence » (Service national de santé, nationalisations...), mais aussi, à la fin de son ministère, par des mesures d'austérité.

(6) Voir *L'Insurrection ouvrière en Allemagne de l'Est, juin 1953 : lutte de classe contre le bolchevisme*, de Cajo Brendel, éd. Échanges et Mouvement ; « Le stalinisme en Allemagne orientale », d'Hugo Bell [Benno Sarel], *Socialisme ou Barbarie* n° 7 (août-septembre 1950) et 8 (janvier-février 1951) ; « Signification de la révolte de juin 1953 en Allemagne orientale », d'Alberto Véga, et « Le prolétariat d'Allemagne orientale après la révolte de juin 1953 », d'Hugo Bell, *Socialisme ou Barbarie* n° 13 (janvier-mars 1954) ; et « Deux grèves sauvages en Allemagne », par Hugo Bell, *Socialisme ou Barbarie* n° 21 (mars-mai 1957). Disponibles sur le site <http://archivesautonomie.s.org/spip.php?article758>

(7) Stan Poppe (1899-1991), militant du Parti

ouverte dans laquelle ils prenaient leur distance avec Cajo et les autres communistes de conseil. Il y eut de virulents débats au sujet du matériel d'impression et des stocks de brochures.

Cajo en fut profondément affecté. Il rédigea immédiatement une défense pleine d'émotions. « Pendant trente ans, Spartacus a tout été pour moi », écrivait-il le 6 février 1965. Après la lettre de Nansink et Poppe, il passa de nombreuses nuits blanches. Mais il ne songea pas à s'arrêter. « Toute ma vie, j'ai été un combattant, et je reste un combattant. » Il ne voulait pourtant pas se disputer avec ceux qui étaient responsables de la « calomnieuse lettre ouverte » et qui exigeaient de leurs camarades d'être, tout le temps, à cent pour cent en accord avec eux.

Cajo, Theo Maassen et les autres exclus, avec parmi eux Jaap Meulenkamp, le fils d'un anarchiste, fondèrent début 1965 Daad en Gedachte, un groupe de discussion publiant un mensuel du même nom. Les membres du groupe se retrouvaient souvent à Amersfoort, ville où Cajo et Riek avaient déménagé avec leurs enfants en 1961.

Cajo connut ses années les plus productives à Amersfoort. En plus de son activité journalistique, il rédigea des centaines de contributions pour *Daad en Gedachte*, ainsi que de nombreuses brochures et quelques livres. Enfin il parvint à trouver des éditeurs pour certains d'entre eux. En juin 1970 parut *Anton Pannekoek, Theoretikus van het socialisme* et en 1975 enfin son œuvre maîtresse, *Revolutie en contrarevolutie in Spanje*, qui avait en grande partie été écrite dans les années quarante. Au même moment, des articles et des brochures de lui furent publiées régulièrement en Allemagne, en France, en Angleterre et dans d'autres pays encore, comme au Mexique. Nombre de ces textes sont à présent disponibles sur Internet.

Après la mort d'Anton Pannekoek en 1960, et celle de Theo Maassen en 1975, Cajo devint le théoricien communiste de conseil le plus important aux Pays-Bas. Il écrivit presque tous ses articles pour *Daad en Gedachte*. Des camarades venaient de tous les coins du monde à Amersfoort pour s'entretenir avec lui. Et il intervenait partout, aux Pays-Bas, en Belgique, en France, en Angleterre et en Allemagne.

La mort de Riek en 1985 fut un coup dur pour Cajo. Sans aucun doute, son activité politique l'a aidé à traverser cette période difficile. Il écrivait inlassablement ses contributions dans *Daad en Gedachte*. Pendant les dernières années, une amie, Marja van der Klok, l'aida à les rédiger. Au début des années quatre-vingt, il partit visiter l'URSS avec un ami allemand,

social-démocrate hollandais (SDAP) dans les années 1920, passa avant la guerre par plusieurs formations dont le Revolutionair Socialistische Arbeiderspartij (RSAP). Puis il se trouva seul survivant de la direction du MLL-Front (Marx-Lenin-Luxemburg-Front, fondé par Henk Sneevliet en 1940), fusillée en 1942. Les trotskystes scissionnant, il crée le Communistenbond Spartacus (Ligue des communistes Spartacus), qui intègre après-guerre les anciens du GIC mais se sépare de ses syndicalistes en raison de son glissement sur des positions ultra-gauche. À l'exception de Theo Maassen, les communistes de conseils issus de l'ex-GIC quittèrent en 1964 le mouvement, qui ne survit pas à la mort de Poppe. Son fils homonyme (1924-2000) fut vice-président du Parti du travail (PvdA, affilié à l'Internationale socialiste).

(8) Bertus Nansink (1907-1984), venu lui aussi du RSAP et du MLL-Front, fut arrêté en 1942, mais s'échappa du convoi qui le menait vers un camp de concentration, puis vécut clandestinement à La Haye. Il partagea avec Poppe la responsabilité des brochures théoriques du groupe Spartacus.

Günter Meyer. Tout ce qu'avait écrit Cajo à propos de l'idéologie bolchevique se trouva confirmé lors de ce voyage.

En juillet 1997, il fut décidé d'arrêter la parution du mensuel *Daad en Gedachte*. Cajo avait besoin de tout son temps pour écrire un livre consacré aux syndicats qu'il avait critiqués toute sa vie durant. Malgré son grand âge, il put finir de rédiger certains chapitres qui témoignent de sa constante vivacité d'esprit.

Qui est donc Cajo ? Nous avons plutôt bien connu Cajo ces dernières décennies, naturellement, seulement autant qu'il est possible de bien connaître une personnalité aussi riche que la sienne. Tout d'abord, nous le connûmes avec Riek, puis après 1985, sans elle. Tous deux formaient un duo remarquable, ils se complétaient parfaitement, et ce dans toutes les circonstances de la vie. Cajo a toujours été un homme sociable, non seulement dans la théorie, mais aussi dans la pratique. Riek n'était pas moins serviable que lui. Dans leur quartier habitaient de nombreux travailleurs immigrés, et il y avait constamment devant leur porte des gens en demande de conseils pour leur déclaration de revenus ou pour des courriers de l'agence pour l'emploi.

Nous gardons de très bons souvenirs de nos nombreuses visites chez eux. Cajo recevait des journaux et des coupures de journaux du monde entier, et avait besoin d'aide pour les archiver. Dans ces occasions, nous pouvions toujours rencontrer des camarades étrangers, comme des Anglais ou des Allemands. Des gens venaient aussi d'autres continents. Comme quelques Chinois de Hongkong qui se faisaient appeler Minus 12, en référence à 1984 d'Orwell. L'année suivante, ils étaient à nouveau à Amersfoort, il s'appelaient alors Minus 11. En 1982, alors qu'ils avaient changé leur nom pour Minus 2, nous les perdîmes de vue. (Nous ne savons pas s'il existe maintenant quelque part un groupe Plus 23.)

Lors de ces rencontres, Cajo menait souvent les discussions, et pas seulement sur les questions politiques. Ses intérêts étaient très divers : les livres, la musique, les programmes télé, la cuisine, la conduite, l'histoire, l'amour, les voyages, le vin... Mais la littérature occupait chez lui une place particulièrement importante. Il avait écrit quelques petites nouvelles (qui n'ont pas été publiées). Et il lisait beaucoup. Une fois, il avait dû passer plusieurs jours à l'hôpital. Nous lui avions donné un exemplaire de *La Montagne magique* de Thomas Mann. Trois jours plus tard, il l'avait déjà dévoré d'une seule traite. Ce séjour

contraint lui avait en fait bien plu : ses cinq camarades de chambre buvaient ses paroles.

Et cela vaut pour tout un chacun qui le connaît ou l'a connu parce que Cajo, le théoricien du communisme de conseil, est un personnage intéressant, sympathique et débordant d'enthousiasme.

Dik van der Meulen et Geert van der Meulen
février 2007.

Traduit de l'allemand par Ivan Jurkovic

Cajo Brendel.

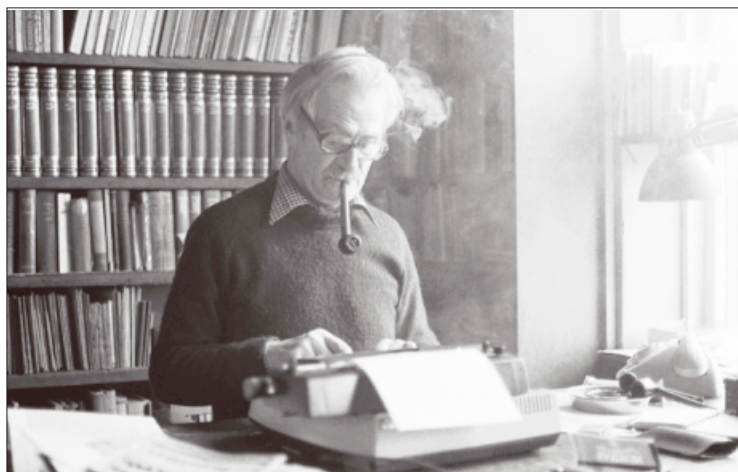


TABLE DES MATIÈRES

« Démocratie des conseils versus dictature du parti. Communisme contre bolchevisme » ... 3

« Rätedemokratie statt Parteidiktatur. Kommunismus als Gegensatz zum Bolchevismus »
publié dans la revue *Sklaven* n° 4-5 (septembre-octobre 1994);
traduction parue dans *Échanges* n° 91 (automne 1999).

« Garde-toi de tout mythe » 9

entretien de 1999 avec le groupe allemand Revolution Times,
publié en janvier 2001 dans la brochure *Die Kronstadt-Rebellion. Alle Macht den Sowjets, nicht den Parteien !*
(L'insurrection de Cronstadt. Tout le pouvoir aux soviets, pas aux partis!) Bibliothek des Widerstandes (Bibliothèque de la résistance)
traduction parue dans *Échanges* n° 111 (hiver 2004-2005).

« La formation du courant communiste de conseils » 23

entretien de 1986 avec Jean-Charles Moreau et Anne Simon
paru en plaquette hors commerce en 2017.

« Souvenirs personnels » 41

réflexions d'Henri Simon publiées dans *Échanges* n° 121 (été 2007) et en préface à *Die Revolution ist keine Parteisache : Gesammelte Texte*, anthologie des textes de Cajo Brendel parue en allemand aux éditions Unrast (2007).

« Qui est Cajo Brendel ? » 47

paru dans l'anthologie *Die Revolution ist keine Parteisache : Gesammelte Texte*,